**UNIVERSITÉ DU BURUNDI**

**GRENIER DU SAVOIR DU BURUNDI**

Dépôt institutionnel officiel

https://repository.ub.edu.bi

# Le Burundi sous la deuxième république

**Irakoze, Innocent; Sous la direction de : Dr. Jean Marie Nduwayo**

**2018**

UB, Faculté des lettres et sciences humaines

https://repository.ub.edu.bi/handle/123456789/1323

Document téléchargé depuis le **Grenier du Savoir du Burundi** — https://repository.ub.edu.bi

UNIVERSITE DU BURUNDI

FACULTE DES LETTRES ET SCIENCES HUMAINES

DEPARTEMENT D'HISTOIRE

# LE BURUNDI SOUS LA DEUXIEME REPUBLIQUE

Par

Innocent IRAKOZE

**Sous la direction de** :

Dr. Jean Marie NDUWAYO

Mémoire présenté et défendu publiquement en vue de l'obtention du grade de Licencié en **Histoire**

**Option : Enseignement et Recherche**

**Bujumbura, Avril 2018**

**DEDICACE**

A mes parents pour votre patience,

A mon frère et mes sœurs,

A tous mes amis,

## AVANT-PROPOS

Au seuil de ce travail, c'est pour nous un agréable plaisir d'adresser notre gratitude à l'endroit de toutes les personnes qui, de près ou de loin, ont contribué à sa réalisation.

Nos remerciements s'adressent en priorité au professeur Jean Marie NDUWAYO qui, malgré ses multiples engagements, a accepté de diriger ce mémoire. Ses sages conseils, sa bonne collaboration et sa rigueur scientifique nous ont été d'une grande utilité.

Nous adressons également nos sentiments de reconnaissance à tous ceux qui ont participé à notre formation tant morale qu'intellectuelle, depuis l'école primaire jusqu'à l'université, et surtout ceux du département d'Histoire, pour nous avoir inculqué leurs connaissances.

Nous témoignons enfin notre grande gratitude à mes parents et à mon oncle Philibert KARORERO dont le soutien moral et matériel nous a été capital, qu'ils trouvent, à travers ce travail, le couronnement de leurs efforts.

A tous ceux qui se réjouissent de ce pas franchi,

Nous disons merci.

**Innocent IRAKOZE**

**LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS**

BENELUX : Belgique-Néerlande et Luxembourg

BM : Banque Mondiale

BNDE : Banque Nationale pour le Développement Economique

BOB : Bulletin Officiel du Burundi

BRARUDI : Brasserie et Limonaderie du Burundi

BRB : Banque de la République du Burundi

BTC : Burundi Tobacco Campany

C.S.R : Conseil Suprême de la Révolution

CADI : Centres Agricoles de Développement Intégré

CAM : Carte d'Assurance maladie

CDR : Centre de Développement Rural

CEPGL : Communauté Economique des Pays des Grands Lacs

COTEBU : Complexe Textile de Bujumbura

CVHA : Cultures Vivrières en Haute Altitude

DER : Département de l'hydraulique et de l'Electrification Rurale

DUB : Développement Urbain de Bujumbura

EGL : Energie des Grands Lacs

FADI : Fabrication d'Insecticides

FMI : Fonds Monétaire International

FNL : Front National de la Libération

| | |
|---|---|
| FSA | : Faculté des Sciences Appliquées |
| FSEA | : Faculté des Sciences Economiques et Administratives |
| INSS | : Institut National de Sécurité Sociale |
| ISCAM | : Institut Supérieur des Cadres Militaires |
| ISTAU | : Institut Supérieur des Techniques d'Aménagement et Urbanisme |
| ITS | : Institut Technique Supérieur |
| O.N.C | : Office Nationale de Commerce |
| ONAPHA | : Office National Pharmaceutique |
| ONL | : Office National du Logement |
| ONU | : Organisation des Nations Unies |
| OP.CIT | : Opere Citato |
| OTB | : Office du Thé du Burundi |
| OTRABU | : Office de Transport du Burundi |
| P.I.B | : Produit Intérieur Brut |
| PALIPEHUTU | : Parti pour la Libération du Peuple Hutu |
| REGIDESO | : Régie de Distribution d'Eau et d'Electricité |
| RN | : Route Nationale |
| SETEMU | : Services Techniques Municipaux |
| SOCABU | : Société d'Assurance du Burundi |
| SOSUMO | : Société Sucrière de Mosso |

| | |
|---|---|
| SRD | : Sociétés Régionales de Développement |
| STB | : Service des Transports du Burundi |
| UB | : Université du Burundi |
| UJRB | : Union de la Jeunesse Révolutionnaire du Burundi |
| UPRONA | : Union pour le Progrès National |
| VERRUNDI | : Bouteillerie et Verrerie du Burundi |

**LISTE DES TABLEAUX**

Tableau n° 1 : Les membres du C.S.R ..... 13

Tableau n° 2. Gouvernement du 13/11/1976 ..... 15

Tableau n° 3 : Gouvernement du 13/10/1978 ..... 17

Tableau n°4 : Gouvernement du 8/11/1982 ..... 19

Tableau n°5 : Gouvernement du 14/09/1984 ..... 20

Tableau n°6 : Les Gouverneurs de Province (1976 -1987) ..... 22

Tableau n°7 : La haute administration publique (1976-1987) ..... 24

Tableau n° 8 : Statistique et bilan des résultats déjà acquis ..... 33

Le tableau n° 9: les effectifs du personnel par catégories forme de 1979-1984. 51

Tableau n° 10: la création d'emploi par branche industrielle ..... 63

Tableau n°11: Evolution des prix en (en f/litre) des produits pétroliers à Bujumbura. ..... 66

Tableau n° 12: Financement des investissements 1979-1983 (en millions de FBU) ..... 72

**RESUME**

La deuxième République n'a duré que presque onze ans, c'est-à-dire du 1er novembre 1976 jusqu'au 3 septembre 1987.

En effet, Le 1er novembre 1976 marque la destitution du président Michel MICOMBERO et son gouvernement, et c'est la fin de la première République. En plus, c'est à partir du 10 novembre 1976 que fut désigné le président de la République du Burundi par les membres du Conseil Suprême de la Révolution en la personne de Jean Baptiste BAGAZA. Ainsi ce dernier devenait le deuxième président de la République du Burundi.

La deuxième République avait été caractérisée du point de vue politique par un calme relatif, c'est-à-dire un moment plus ou moins paisible, sans beaucoup d'événements sanglants contrairement au régime précédent.

Du point de vue socio-économique, le pays avait connu un développement assez remarquable dans tous les domaines de la vie publique du pays.

Par contre, vers la fin du régime le pays avait été caractérisé par le conflit Eglise-Etat qui probablement précipitera sa chute le 3 septembre 1987.

**TABLE DES MATIERES**

DEDICACE..... i
AVANT-PROPOS ..... ii
LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS ..... iii
TABLE DES MATIERES ..... viii
INTRODUCTION GENERALE ..... 1
1. Présentation du sujet ..... 1
2. Problématique ..... 1
3. Choix et intérêt du sujet ..... 1
4. Délimitation du sujet ..... 2
5. Méthodologie de travail ..... 2
6. Articulation du sujet ..... 3
CHAPITRE I : ORGANISATION POLITICO-ADMINISTRATIVE DU BURUNDI SOUS LA DEUXIEME REPUBLIQUE ..... 4
I.1. Les héritages de la 1ère République ..... 4
I.1.1. Une économie dégradante ..... 4
I .1.2 . La situation sociopolitique au lendemain de 1972 ..... 6
I. 1.3 Un pouvoir fatigué ..... 8
I.2. Avènement de la deuxième République ..... 11
I.2.1 Les élites politico-militaires ..... 13
I.2.2.Les élites gouvernementales ..... 15
I.2.3. L'Administration Provinciale ..... 22
I.2.4. La haute administration publique ..... 24
I.3.Système politique ..... 25
I.3.1.Le régime présidentiel ..... 25
I.3.2. Le parti-Etat ..... 27
CHAPITRE II : LES TRANSFORMATIONS SOCIO- ECONOMIQUES SOUS LA DEUXIEME REPUBLIQUE ..... 31
II.1. L'agriculture et l'élevage ..... 31
II.1.1. L'agriculture ..... 31

II.1.2. L'élevage....38
II.2. Le secteur éducatif et sanitaire....40
II.2.1.Le secteur éducatif....40
II.2.2.La santé... ....47
II.3. Aménagement rural et urbanisme....52
II.3.1. Aménagement rural....52
1. La politique de villagisation....52
II.3.2.Urbanisation....53
II.3.3. Infrastructures routières....56
II.4.L'Energie hydroélectrique et les mines....58
II.4.1 .Energie et Eau....58
II.4.2. Le secteur minier....60
II.5. Industrie, Transport....60
II.5.1. Industrie au Burundi....60
II.5.2. Le transport....64
II.6. L'impact de ces réalisations sur la vie socio-économiques du pays....67
CHAPITRE III : LE BURUNDI DANS LE CONCERT DES NATIONS VERS LA FIN DU REGIME BAGAZA....70
III.1. Le rôle de l'investissement extérieur dans le développement socio-économique du Burundi....70
III.2. Conflit Eglise-Etat sous la deuxième République....73
III.2.1. Les premiers contacts du président BAGAZA avec l'Eglise....74
III.2.2 Les mesures prises contre l'Eglise....75
III.2.3. Les réactions de l'église contre les mesures prises par la 2ème République....80
III.3.Relations diplomatiques avec l'extérieur vers la fin du régime....83
III.3.1.Relations bilatérales....83
III.3.2.Relation multilatérale....85
III.4.Le déclin du régime BAGAZA....85
CONCLUSION GENERALE....89

BIBLIOGRAPHIE.....91
Annexe.....96

# INTRODUCTION GENERALE

## 1. Présentation du sujet

Le 1er novembre 1976 marque la destitution du président Michel MICOMBERO et son gouvernement, et la fin de la 1ère République. C'est donc le 10 novembre 1976, par la décision 0041/76, que fut désigné le président de la République par ses pairs[1] en la personne de Jean Baptiste BAGAZA. Ce dernier devenait le 2ème Président de la République du Burundi.

La 2ème République sera caractérisée du point de vue politique par un calme relatif et du point de vue socio-économique par un développement assez remarquable du Pays.

Vers la fin de la 2ème République, le Pays connaitra des conflits religieux qui probablement précipiteront sa chute.

## 2. Problématique

Quel est le contexte de naissance de la deuxième République ?
Quels sont les assises du pouvoir ?
Quels sont ses priorités et comment va-t-elle les réaliser ?
Les réponses à toutes ces interrogations seront nécessaires et utiles pour faire comprendre au lecteur les caractéristiques de la deuxième République.

## 3. Choix et intérêt du sujet

Le choix de notre sujet : « Le Burundi sous la deuxième République » n'est pas le fruit du hasard.
Pourquoi un tel sujet ?
Trois mobiles nous poussent à l'aborder.

---

[1] Cité par MANIRAKIZA(M), BURUNDI : La déviance d'un pouvoir solitaire, le régime BAGAZA (1976-1987), Bruxelles, presse de l'imprimerie, GUYOT, 1997

D'abord, nous avons voulu apporter notre contribution à la connaissance de l'histoire du Burundi, spécialement sous la 2ème République. En effet, cette dernière marque une étape importante dans le développement durable du Burundi.

Ensuite, c'est sous la deuxième République que le Burundi a connu un développement socio-économique sans précédent.
Les autres régimes pourraient nous intéresser, mais celui de la deuxième République a attiré notre attention de par ses transformations.

Enfin, notre travail a été orienté vers les relations diplomatiques qu'entretenait la deuxième République avec l'extérieur surtout vers la fin de du Régime.

**4. Délimitation du sujet**

Comme l'indique le titre de notre travail « Le Burundi sous la deuxième République », sa délimitation ne nous a pas causé de difficultés, elle va du 1er novembre 1976 au 3 Septembre 1987.

**5. Méthodologie de travail**

Notre travail a été réalisé sur base des sources écrites de différentes natures: les ouvrages généraux, les thèses, les mémoires, les articles de revues, les rapports des différents ministères.
Nous avons également eu recours aux sources écrites de première main, il s'agit notamment des discours du Président BAGAZA, les plans quinquennaux de développement économique et social, et surtout les actes de congrès nationaux du Parti UPRONA.
Signalons que pour mener à bien notre travail, nous avons aussi interrogé certains anciens fonctionnaires et d'autres particuliers de la 2ème République qui sont encore en vie.

**6. Articulation du sujet**

Notre travail s'articule sur trois chapitres:
Le premier chapitre traite du système politique mis en place par le pouvoir BAGAZA, et en plus de l'organisation administrative.

Le deuxième chapitre concerne les réalisations socio-économiques. Ces dernières ont un intérêt capital pour la connaissance du Régime de Jean Baptiste BAGAZA.

Le troisième chapitre enfin montre le Burundi sur la scène internationale surtout vers la fin de la deuxième République.

# CHAPITRE I : ORGANISATION POLITICO-ADMINISTRATIVE DU BURUNDI SOUS LA DEUXIEME REPUBLIQUE

## I.1. Les héritages de la 1ère République

### I.1.1. Une économie dégradante

La situation économique du pays sous la 1ère République était dans un état critique.

Vers la fin de la 1ère République, le pays connaissait des difficultés politiques et socio-économiques. En effet, depuis 1962, date d'accession à son indépendance, le Burundi a enregistré très peu d'investissements nouveaux.

En plus, du point de vue politique, il n'a jamais cessé d'être secoué par des crises violentes.

> *« En 1969, la zone industrielle de Bujumbura, éprouvée par les récents débordements du Lac Tanganyika, apparaît un quartier fantôme, somnolant, à l'ombre de quelques palmiers. Même l'Usine de fabrication de Malt et de houblon, marque le pas: Elle voit se fermer le marché de la province zaïroise du Kivu »*[2].

A cette époque, le pays plonge dans une décadence remarquable. Alors que l'agriculture était prioritaire, les paysans ont été laissés à eux-mêmes. Un encadrement rationnel et efficace de la population rurale les aurait amenés à s'organiser eux- même et à comprendre que le développement économique constitue leur affaire.

En plus de ces lacunes dans ce domaine du développement rural, plusieurs autres secteurs ont souffert d'un manque d'une politique cohérente:

---

[2] Chrétien(J.P) et Dupaquier (J.F), BURUNDI 1972 : Au bord des génocides, Karthala, Paris, 2007, p.30

*« L'absence d'une politique juste et équitable de rémunération a caractérisé la période allant 1970 à 1976»*[3].

Au niveau salarial, un écart considérable s'est creusé entre le secteur privé et le secteur public. Cela a entrainé en grande partie, une faible productivité de l'administration publique.

A ce point sombre s'ajoute aussi une absence de politique de prix favorable à l'accroissement de la production.

Durant l'année 1969, les importations diminuent de 5,7%, mais surtout les exportations se réduisent de 19,5%.Pour la première fois depuis plusieurs années, la balance commerciale devient déficitaire sous le régime de la 1ère République. Les biens de production ne représentent que 14,5% de l'ensemble des importations, les biens d'équipement, tandis que les biens de consommation se taillent la part du lion : 73%. À lui seul, le café représente plus de 80% des recettes d'exportation du pays[4].

En effet, le recours aux possibilités de financement interne du développement a été pratiquement nul, ce qui a provoqué une thésaurisation des fonds qui auraient pu servir au développement. Une faible croissance voire, une diminution du budget ordinaire en termes réels a marqué la période de 1970 à 1976.Cela a provoqué une diminution de la qualité et de l'efficacité des services publics.

Ainsi la fragilité d'un système fondé sur une quasi-monoculture d'exportation du café, l'insuffisance du secteur industriel (moins 1% de la population active à l'époque), et le plafonnement inquiétant des importations des biens de production n'a cessé décroître[5].

---

[3] République du BURUNDI, Premier ministre et ministre du plan, programme de redressement national, Bujumbura, décembre 1977, p.6
[4] Chrétien(J.P) et Dupaquier(J.F), Burundi 1972, Au bord des génocides, Karthala, Paris, 2007,p.30
[5] Ibid.

Bref, au cours de la 1ère République, les budgets de l'Etat ont été élaborés d'une manière improvisée et sans aucune orientation politique.

Le plan fut considéré par les autorités administratives comme un beau livre élaboré par les experts et conservés dans les tiroirs de quelques hauts fonctionnaires alors qu'il aurait dû être soutenu par tout l'appareil de l'Etat et vulgarisé jusqu'aux cellules de base de ces administrations.

Nous remarquons qu'en réalité, la 1ère République n'avait pas remarquablement réalisé les projets prévus au cours de son discours programme, Seule la classe dirigeante avait le monopole sur le budget de l'Etat.

### I .1.2 . La situation sociopolitique au lendemain de 1972

Après la crise de 1972, la situation sociopolitique et économique du pays était délétère. Des voix se sont élevées pour dénoncer les risques d'un pouvoir qui avait versé dans les excès. Ainsi, l'épiscopat burundais avait déjà lancé des avertissements :

> *« La haine, la vengeance, l'intrigue, le soupçon et la calomnie vont avoir le droit de cité au Burundi, parce que tous mécontents, tous ces aigris, ceux qui souffrent aujourd'hui, peut-être injustement, pourraient ne pas pardonner et prendre leur revanche dès qu'il en aurait la force ; et ainsi on risque de légaliser l'injustice en contaminant tout le pays, ...Quand le virus aura atteint le peuple, nous pouvons craindre le pire car, à ce moment –là ils changeront d'attitude ou diront : Il sert à moment où on ne peut plus reculer, mais où on doit se battre »*[6].

Déjà après 1972, la méfiance, la haine entre des Hutu et des Tutsi vont être exacerbées. Des milliers de Hutu trouveront asile dans les pays voisins

[6]Cité par J.P Chrétien, d'après le soir, 5.5.1972, p.347

(Rwanda, Tanzanie et Zaïre) ou éloignés (En Europe, en Amérique,...). C'est dans ce contexte que sera créé le 1er mouvement armé d'opposition (PALPEHUTU FNL).

La cristallisation des identités sur base de l'appartenance dite « ethnique » va être portée au paroxysme. Il va se former deux types d'extrémismes : un extrémisme à tendance tutsi d'une part et un autre à tendance hutu d'autre part. Chaque extrémisme cherchera à expliquer la crise de 1972 à son profit comme le témoigne le passage ci-après :

> *« Une surenchère au départ destiné à émouvoir l'opinion et susciter des compassions et qui, à la longue, finira elle-même pour devenir un élément de conflit politico-ethnique burundais. En ce sens de l'exagération des pertes de son camps, se double toujours d'une minimisation de celles de l'autre et rentre désormais dans les stratégies de lutte »*[7].

Au-delà des frontières nationales, la gestion de cette crise fut une source d'inimitiés diplomatiques entre le Burundi et certains de ses partenaires. Des relations multilatérales et bilatérales se détériorent. Comme on devait s'y attendre, une telle tragédie ne pouvait laisser le monde indifférent.

Force est de constater qu'en général, la tragédie de 1972-1973 avait renforcé le déclin de relations sociopolitique dans les années qui suivent.

[7] NGAYIMBENDA (E.), Histoire du conflit politico-ethnique burundais, les premières marches du calvaire (1960-1973), Edition de la renaissance, Bujumbura, p.382.

## I. 1.3 Un pouvoir fatigué

### a. L'éphémère Gouvernement NYAMOYA

Après la tempête meurtrière 1972, la présidence de la1ère république forma un nouveau gouvernement. En effet, en date du 29 avril1972, quelques heures avant le déclenchement de la crise, le Président MICOMBERO avait démi le gouvernement. Pendant les moments forts de la crise de 1972, il n'avait pas de gouvernement. Albin NYAMOYA fut nommé 1er ministre le 14 juillet 1972.

Son gouvernement était composé comme suit :

1. 1er Ministre et Ministre de l'intérieur : Albin NYAMOYA
2. Affaires Etrangères : Arthémon SIMBANANIYE
3. Justice : Gabriel MPOZAGARA
4. Santé Publique : Charles BITARIHO
5. Travaux publics : Longin KANUMA
6. Education Nationale : Gille BIMAZUBUTE
7. Affaires sociales : Benoît BIHORUBUSA
8. Fonction publique : Grégoire BARAKAMFITIYE
9. Information : Gaëtan NIKOBAMYE
10. Agriculture et Elevage : Pierre BIGAYIMPUNZI
11. Economie et Finances : Damien BARAKAMFITIYE
12. Télécommunication et Aéronautique : Melchior BWAKIRA
13. Ministre délégué à la présidence : Antoine NTAHOKAJA

L'important département de la sûreté Nationale fut confié au commandant Damas NGENDAKURIYO[8].

[8] MANIRAKIZA (M.), BURUNDI : De la révolution au régionalisme 1966-1976, le mât de misaine, Paris, Bruxelles, s.d, p.141-142

De ce fait, nous pensons que MICOMBERO voulait montrer à l'opinion internationale et au peuple sa volonté de maintenir la stabilité politique du pays après les événements de 1972.

Devenu populaire, NYAMOYA fut destitué après dix mois de sa nomination et MICOMBERO cumula les postes de Président et de Premier ministre[9].

Le 13 mars 1974, le président de la République remania le gouvernement :

1. Economie et Finances : Samuel NDUWINGOMA

2. Justice : Philippe MINANI

3. Ministre à l'information, à la sûreté et au parti : Bernard BIZINDAVYI

4. Education nationale : Gilles BIMAZUBUTE

5. Intérieur : Joseph RWURI

6. Travaux publics : Edouard NZAMBIMANA[10].

Dans son gouvernement, une personnalité émergea et se fit remarquer : il s'agit d'Arthémon SIMBANANIYE. Le 11 juillet 1974, le Président MICOMBERO promulgua la constitution de la 1ère République.

Cette dernière prévoyait que le président cumulerait tous les pouvoirs : de chef d'Etat, de chef du gouvernement, ministre des armées et secrétaire générale de l'UPRONA.

Nous constatons qu'il faisait cela en vue de rénover son pouvoir qui, en réalité, avait mis le peuple dans le désespoir, surtout après la tragédie de 1972.

---

[9] Témoignage de Charles KABUNYOMA, ancien maire de la ville sous la première République.
[10] MANIRAKIZA (M.), op.cit, p.144

**b. La fin du régime de la 1ère République**

Installé à la tête du pays depuis une dizaine d'année, MICOMBERO ne se doutait pas qu'il pourra être démi, selon Marc MANIRAKIZA, de son poste présidentiel.

Il avait éliminé les « Hutu », les « Tutsi » du centre et considérés comme non courtisans de son régime[11]. Du coup, il pensait qu'il avait neutralisé les éventuels opposants. Par ailleurs, il y avait tellement de divisions à la fois ethniques et régionales au point qu'il ne pouvait pas s'imaginer une possible entente entre les comploteurs.

Ainsi, le Président était devenu trop méfiant au point que, malgré les stratégies de diviser pour régner qu'il avait mises en place, il ne faisait confiance qu'a très peu de personnes. En conséquence, il procédait pratiquement chaque année, à des remaniements gouvernementaux.

La vie politique était dominée par les intrigues et la plupart des journées et des nuits étaient consacrées aux mondanités. Les courtisans s'en donnaient à cœur joie. Les gens rivalisaient de talents à la cour. Les danseurs aux pieds agiles étaient recherchés. Les flatteurs les plus doués recevaient des cadeaux en nature et en monnaie[12].

Nous remarquons que le régime présidentiel sous la 1ère République se comportait en tous sens, comme un régime monarchique.

Bref, la mise en œuvre des projets de société sous la première République n'avait pas atteint les objectifs prévus par le 1er et le 2ème plan quinquennal de développement économique et social. Elle ne favorisait qu'une politique discriminatoire. Le « Libérateur » se plaisait du culte de sa personnalité, l'intérêt particulier avait dépassé celui de la nation. Donc, c'est dans ce cadre que va

[11] MANIRAKIZA (M.), op.cit., p.155
[12] MANIRAKIZA (M.), op.cit., p.161

naître la 2ème République le 1er novembre 1976. Les principales accusations portées contre la 1ère République étaient: le régionalisme, le népotisme, la corruption et le conflit interethnique.

### I.2. Avènement de la deuxième République

Le 1er novembre 1976 marque la destitution du président Michel MICOMBERO et la révocation de son gouvernement. Lors de cette date à vingt et une heure, une voix du commandant NDABANEZE déclare à la Radio Nationale du Burundi :

> *« Depuis quelques années, la situation tant politique qu'économique de notre pays se dégradait dangereusement. Le BURUNDI allait dans la dérive, tiré dans tous les sens par des multiples clans de politiciens égoïstes, avides de pouvoir personnel et de biens matériels. Le tout au détriment du paysan, de l'ouvrier, du travailleur burundais...cet homme déjà fatigué par un pouvoir personnel immense ne parvenait plus à l'exercer dans l'intérêt supérieur de la nation. Les forces armées ont subi patiemment, mais avec amertume ces années d'inaction, de stagnation de luttes stériles, de gaspillage d'énergie et de dilapidation des deniers publics... »*[13].

Après cette déclaration, une série de mesures furent prises par les responsables militaires putschistes. Ces mesures constituent la destitution de Michel MICOMBERO, ex- président de la République, la révocation du gouvernement, du bureau politique, du comité central du parti, de tous les organes du parti, des mouvements intégrés et conseil consultatif national. La destitution du chef d'Etat- Major des forces armées burundaise a été également mentionnée.

---

[13] Déclaration du commandant NDABANEZE, cité par Marc MANIRAKIZA, BURUNDI, la déviance d'un pouvoir solitaire du régime BAGAZA (1976-1987), Paris, Bruxelles, la longue vue 1997, p.13

Le soir du 2 novembre 1976, sur les ondes de la Radio Nationale du Burundi, le colonel Jean Baptiste BAGAZA s'exprima à son tour :

> « *Ce lundi 1 novembre 1976, les forces armées burundaises ont décidé de prendre en mains les destinées du Pays. L'opération n'a nécessité aucune goutte de sang et a été motivée par un certain nombre de raisons bien connues par le peuple MURUNDI. Face à l'appropriation par une seule Personne de tous les pouvoirs de l'Etat et du parti, face au blocage de toutes les institutions dû à la naissance d'une nouvelle monarchie à l'image de celle destituée le 28 novembre 1966, face au dénigrement du parti UPRONA dont les organes étaient devenus des ensembles folkloriques qu'on réunissaient dans les conditions les plus fantaisistes, en contradiction flagrante avec la charte du parti ; face à la violation constante de la constitution de la République à peine promulguée, face au manque de lucidité devant les problèmes politiques réels du Pays ; face aux conséquences d'une politique économique incohérente favorisant particulièrement la croissance d'une classe de fonctionnaires et de privés tant nationaux qu'étrangers rompus aux techniques de la spéculation, de la corruption et de la fraude au détriment des paysans et ouvriers de notre pays, les forces armées burundaises n'avaient d'autres choix, elles devraient prendre leurs responsabilités...* »[14].

[14]Déclaration du colonel J.B BAGAZA, (président du conseil suprême de la révolution), in BOB, 10à12 /76.

### I.2.1 Les élites politico-militaires

Après la justification du putsch, furent mis sur pied un conseil suprême révolutionnaire (C.S.R) et un comité exécutif chargé de faire exécuter les instructions de ce conseil.

**Tableau n° 1 : Les membres du C.S.R**

| Nom et prénom | Grade | Formation | Province d'origine |
|---|---|---|---|
| 1.Bagaza J.B | Colonel | Officier militaire : Licencié en Sciences sociales | Bururi |
| 2.Nzohabonayo S. | Colonel | Moniteur | Bururi |
| 3.Nzambimana E. | Lt. colonel | Ingénieur | Bururi |
| 4.Nkoripfa D. | Lt. colonel | Séminariste 3ème année | Ruyigi |
| 5.Nzisabira G. | Lt. colonel | Moniteur | Bururi |
| 6. Nyandwi R. | Lt. colonel | Moniteur | Ruyigi |
| 7. Ndikumana G. | Lt. colonel | École douanière | - |
| 8. Mandi S. | Lt. colonel | École moyenne | Ngozi |
| 9. Nimubona A. | Lt. colonel | 2ans à l'école royale paramédicale | Ngozi |
| 10. Kayibigi Ph. | Major | Humaniste | Bururi |
| 11. Bandusha J. | Major | - | Muramvya |
| 12. Nahimana L. | Major | - | Muramvya |
| 13.Mbonyingingo J.B | Major | Humaniste | Muramvya |
| 14. KutaS. | Major | Astridien | Gitega |
| 15. BakanaA. | Major | Humaniste | Muramvya |
| 16. Sakubu L. | Major | Professionnelle section bois | Ngozi |
| 17. Ntawumenya F. | Major | Ecole moniteur | Bujumbura |
| 18. Nzibarega J. | Major | - | Ngozi |
| 19. VyamangaB. | Major | ETS KAMENGE | Bururi |
| 20. Karenzo H. | Commandant | - | Bururi |
| 21. Niyungeko A. | Commandant | Séminariste | Gitega |

| | | | |
|---|---|---|---|
| 22. Niyungeko Cy. | Commandant | - | Bururi |
| 23. Kazatsa Ch. | Commandant | - | Bururi |
| 24. Ndiyo J.C | Commandant | officier militaire | Bururi |
| 25. Buhungu A.M | Commandant | Humaniste | Gitega |
| 26. Ndakazi E. | Commandant | Séminariste | Gitega |
| 27. Ndabaneze L. | Commandant | Séminariste | Bururi |
| 28.Ndikumagenge G. | Commandant | Ecole normale | Bururi |
| 29. Kadoyi A. | Capitaine | Séminariste | Gitega |

En lisant ce tableau, nous constatons que tous les membres du CSR qui ont opéré dans le putsch étaient tous des militaires. Cela nous a montré l'importance des militaires dans la gestion du pouvoir politique au cours de la période des régimes issus des coups d'Etat.

Le 04 novembre 1976, le C.S.R procède à une réunion en vue de désigner un comité exécutif. Ce dernier est composé par :

1. Le Colonel J.B BAGAZA
2. Le Colonel Sylvère NZOHABONAYO
3. Lt. Colonel Edouard NZAMBIMANA
4. Lt. Colonel Stanislas MANDI
5. Lt. Colonel Gabriel NDIKUMANA
6. Major Augustin BAKANA
7. Major Libère NAHIMANA
8. Commandant Charles KAZATSA
9. Commandant Antoine NIYUNGEKO
10. Commandant Herménégilde KARENZO

C'est donc le 10 novembre 1976, par la décision 0041/76, que fut désigné le Président de la République par ses pairs[15] . Le colonel J.B. BAGAZA devenait ainsi le deuxième Président de la République du Burundi.

### I.2.2.Les élites gouvernementales

**Tableau n° 2. Gouvernement du 13/11/1976**

| Nom et prénom | Fonction | Formation | Province d'origine |
|---|---|---|---|
| 1. Bagaza J.B | Président de la République du BURUNDI et ministre de la défense. | Officier militaire : licencié en Sciences sociales | Bururi |
| 2. Nzambimana E. | 1er Ministre et Ministre du plan | Officier militaire ingénieur. | Bururi |
| 3. Kayibigi Ph. | Ministre de l'agriculture, de l'élevage et du développement rural | Officier militaire Ecole royale militaire | Bururi |
| 4. Shiramanga D. | Ministre de l'Economie et des Finances | Licencié | Ruyigi |
| 5. Manwangari J.B | Ministre de la justice | Licencié en droit | Muyinga |
| 6. Muganga A. | Ministre des affaires étrangères et de la coopération | Licencié | Bururi |
| 7. Ndaye L. | Ministre de l'Education nationale | Licencié | Muramvya |
| 8.Barutwanayo L. | Ministre des transports et l'Aéronautique | Ingénieur | Bururi |
| 9. Nyaboya I. | Ministre des travaux publics, de l'Equipement et du logement | Ingénieur | Bururi |

[15]MANIRAKIZA (M.), op.cit, p.25

| | | | |
|---|---|---|---|
| 10. Karenzo G. | Ministre de la géologie, des mines et de l'Industrie | Licencié | Muyinga |
| 11. Nkengurutse R. | Ministre des postes et télécommunication | Licencié | Muramvya |
| 12. Bandusha J. | Ministre de la santé publique | Officier militaire médecin | Muramvya |
| 13. Barakamfitiye D. | Ministre de la fonction publique | - | Bururi |
| 14. Nzeyimana J. | Ministre des affaires sociales | Licencié | Gitega |
| 15. Ruhwikira Th. | Ministre de l'Information | - | Muramvya |
| 16. Mworoha E. | Ministre de la jeunesse, des sports et de la culture | Dr. en Histoire | Ngozi |
| 17. Bihute D. | Secrétaire d'Etat auprès du 1er Ministre chargé du plan | Licencié | Bubanza |
| 18. Kabura J. | Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage chargé du développement communal | Licencié en Economie | Bururi |
| 19. Runesa L. | Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et du développement rural, chargé de la production alimentaire | Ir. Agronome | Muramvya |

**Source :** Décret présidentiel n° 100/259 du13/11/1976 in BOB 2/77 P.38

La lecture de ce tableau, laisse voir que le président, son 1er Ministre et deux autres Ministres étaient des officiers Militaires, cela nous montre l'importance de l'armée dans la gestion du pouvoir politique sous les régimes issus des coups d'Etat. Sur la liste de 15 Ministres et 3 secrétaires d'Etat, 8 parmi eux parvenaient de la même province (BURURI), soit autour de 42%. Par rapport

aux gouvernements antérieurs, les ministres du 1er gouvernement de la 2ème République étaient bien formés : il y avait un docteur, des ingénieurs et d'autres universitaires.

**Tableau n° 3: Gouvernement du 13/10/1978**

| Nom et prénom | Fonction | Formation | Province d'origine |
|---|---|---|---|
| 1. Bagaza J.B | Président de la Rép. du Burundi et Ministre de la Défense | Officier militaire : Licencié en Sciences Sociales | Bururi |
| 2.Nzambimana E. | 1er Ministre et Ministre du Plan | Officier Militaire Ingénieur | Bururi |
| 3. Nkengurutse R. | Ministre chargé des affaires de la présidence de la République | Licencié | Muramvya |
| 4.Shiramanga D. | Ministre de l'Economie et des finances | Licencié | Cankuzo |
| 5.Girukwigomba A. | Ministre des Finances | Licencié | Gitega |
| 6. Nzeyimana L. | Ministre de la Justice | Licencié | Muramvya |
| 7. Ndikumana G. | Ministre de l'Intérieur | Officier Militaire | Rutana |
| 8. Barutwanayo L. | Ministre des Transport et l'Aéronautique | Ingénieur | Bururi |
| 9. Muganga A. | Ministre du Commerce et de l'Industrie | Licencié | Bururi |
| 10.Ntamashimikiro | Ministre de l'Education Nationale | Ecole Royale Militaire | Muramvya |
| 11. Nyaboya I. | Ministre des Travaux Publics, de l'Equipement et de Logement | Ingénieur | Bururi |
| 12. Karenzo G. | Ministre de la Géologie et des Mines | Licencié | Kirundo |
| 13. Manwangari J. B. | Ministre des Postes et Télécommunications | | Kirundo |
| 14. Bizimana F. | Ministre de la Santé Publique | Médecin | Muramvya |
| 14.Barakamfitiye D. | Ministre de la Fonction Publique. | - | Bururi |

| | | | |
|---|---|---|---|
| 16. Buhungu A. | Ministre des Affaires Sociales et du Travail | Astridien | Cankuzo |
| 17. Ngenzi P. | Ministre de l'Information | Licencié | Muramvya |
| 18. Ndaye L. | Ministre de la Jeunesse, des Sports et de la Culture | Licencié | Muramvya |
| 19. Bihute D. | Ministre du Plan | Licencié | Bubanza |
| 20. Kabura J. | Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de l'Agriculture et de l'Elevage et du développement Communal | Licencié en Economie | Bururi |
| 21. Runesa L. | Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et du développement rural chargé de la production Alimentaire | Ir. Agronome | Muramvya |

**Source** : Décret présidentiel n°100/88 du 13/10/1978 in BOB 12/78.P.515

Sur 19 Ministres et 2 secrétaires d'Etat, les provinces : Muramvya et Bururi avaient chacune d'elles 7 représentants dans le 2ème gouvernement. Elles sont suivies par Kirundo et Cankuzo qui n'avaient que 2. Les provinces de Muyinga, Ngozi et Ruyigi n'avaient aucun représentant. Les membres de ce gouvernement avaient un niveau avancé.

**Tableau n°4: Gouvernement du 8/11/1982**

| Nom et prénom | Fonction | Formation | Province d'Origine |
|---|---|---|---|
| 1.Bagaza J.B. | Président de la Rép. et Ministre de la Défense | Officier Militaire: Licencié en Sciences Sociales | Bururi |
| 2.Mandi S. | Ministre de la Présidence chargé des relations avec l'Assemblée Nationale | Officier Militaire | Ngozi |
| 3.Ngezi P. | Ministre de la Présidence chargé du Plan | Licencié | Muramvya |
| 4.Ndikumasabo V. | Ministre de la Justice | Licencié | Ngozi |
| 5.Kazatsa C. | Ministre d'Intérieur | Off. Mil. Séminariste | Bururi |
| 6.Nzeyimana L. | Ministre des Relations Extérieurs et de la Coopération | Licencié | Muramvya |
| 7.Kadigiri E. | Ministre des Finances | Licencié | Gitega |
| 8.Kabura J. | Ministre du Développement | Licencié en Economie | Bururi |
| 9.Ntibakiranya A. | Ministre de l'Agriculture et de l'Elevage | Ingénieur agronome | Ngozi |
| 10.Muganga A. | Ministre du Commerce et de l'Industrie. | Licencié | Bururi |
| 11.Nkengurutse R. | Ministre des travaux publics, de l'Energie et des Mines. | Licencié | Muramvya |
| 12.Nyaboya I. | Ministre des Transports, des Postes et de Télécommunications. | Ingénieur | Bururi |
| 13.Nsabimana F. | Ministre de la Santé Publique. | Officier Mil. Docteur | Muramvya |
| 14.Hakizimana I. | Ministre d'Education Nationale. | Licencié | Bururi |

| | | | |
|---|---|---|---|
| 15.Kandeke E. | Ministre de la Condition Féminine. | Licencié | Muramvya |
| 16.Mategeko C. | Ministre des Affaires Sociales. | Licencié | Gitega |
| 17.Barancira C. | Ministre du Travail et de la Formation Professionnelle | Licencié | Bujumbura |
| 18.Habonimana B. | Ministre de la Jeunesse, des Spots et de la Culture | Licencié | Muramvya |
| 19.Kanonko P. | Ministre de l'Information | Licencié | Ruyigi |
| 20.Barakamfitiye D. | Ministre de la Fonction Publique | Séminaire | Bururi |

**Source :** Décret Présidentiel n°100/123du 08/11/1982 in BOB, 7 à 9/83p.130.

En lisant ce tableau, nous voyons que sur les 20 ministres du 3ème gouvernement, 7 provenaient de Bururi et 6 de Muramvya. Elles sont suivies par la province de Ngozi avait 3 ministres. En général, les membres du troisième gouvernement avaient un niveau considérablement élevé.

**Tableau n°5: Gouvernement du 14/09/1984**

| Nom et Prénom | Fonction | Formation | Province d'origine |
|---|---|---|---|
| 1. Bagaza J.B | Président de la Rép. du BURUNDI et Ministre de la défense | Officier Militaire : licencié en sociologie | Bururi |
| 2. Mandi S. | Ministre de la présidence chargé des relations avec l'assemblée Nationale | Officier Militaire | Ngozi |
| 3. Sinamenye M. | Ministre de la présidence chargé du plan | Dr en Economie | Bujumbura |
| 4. Ndikumasabo V. | Ministre de la Justice | Licencié | Ngozi |
| 5. Kazatsa C. | Ministre de l'intérieur | Officier Militaire Séminariste | Bururi |

| | | | |
|---|---|---|---|
| 6. Ngenzi P. | Ministre de Finance | Licencié | Muramvya |
| 7. Nzeyimana L. | Ministre des Relations Extérieurs et de la Coopération | Licencié | Muramvya |
| 8. Kabura J. | Ministre du Développement Rural | Licencié en Economie | Bururi |
| 9. Ntibarikure M. | Ministre de l'Agriculture et de l'élevage | Ir. Agronome | Makamba |
| 10. Muganga A. | Ministre du Commerce et de l'Industrie | Licencié | Bururi |
| 11.Nkengurutse R. | Ministre des Transports, des Postes et de Télécommunications | Licencié | Muramvya |
| 12. Nyaboya I. | Ministre des Travaux Publiques, de l'énergie et des Mines | Ingénieur | Bururi |
| 13. Nsabimana F. | Ministre de la Santé Publique | Officier Militaire Docteur | Bujumbura |
| 14. Hakizimana I. | Ministre de l'Education Nationale | Licencié | Bururi |
| 15. Kandeke E. | Ministre de la Condition Féminine | Licencié | Muramvya |
| 16. Mategeko C. | Ministre des Affaires Sociales | Licencié | Gitega |
| 17. Barancira C. | Ministre du Travail et de la Formation Professionnelle | Licencié | Bujumbura |
| 18. Habonimana B. | Ministre de la Jeunesse, des sports et de la culture | Licencié | Muramvya |
| 19. Kanonko P. | Ministre de l'Information | Licencié | Ruyigi |
| 20. Barakamfitiye D. | Ministre de la Fonction Publique | - | Bururi |

**Source** : Décret présidentiel n° 100/103 du 14/09/1984, in BOB ,1/85 p.12

La lecture de ce tableau nous montre que Sur 20 Ministres du dernier gouvernement de la 2ème République, 7 provenaient de la province Bururi et 6 de

Muramvya. Force est de constater que les membres des quatre gouvernements sous la 2ème République avaient des compétences dans plusieurs domaines de la vie du pays d'où une réussite dans la mise en application des objectifs fixés au cours de l'élaboration du 3ème et 4ème plan quinquennal.

### I.2.3. L'Administration Provinciale

**Tableau n°6 : Les Gouverneurs de Province (1976 -1987)**

| Provinces | Nom et prénom | Formation | Province d'origine |
|---|---|---|---|
| 1. BUBANZA | 1. SINZINKAYO E.<br>2. NDENZAKO A. | -<br>Formation des magistrats | Bujumbura<br>Ruyigi |
| 2. BUJUMBURA | 1. SAKUBU L.<br>2. HABONIMANA B.<br>3.NAHIMANA P.C. | Technicien<br>Licencié<br>Ir. Agronome | Ngozi<br>Muramvya<br>Ngozi |
| 3.BURURI | 1. VYAMANGA B.<br>2.KADEGE A. | Technicien<br>licencié | Bururi<br>Bururi |
| 4.CANKUZO | 1.UKIZA S. | Licencié | Ngozi |
| 5.CIBITOKE | 1.NGENDABANKA A. | Diplôme en administration | Kayanza |
| 6.GITEGA | 1. NZISABIRA G.<br>2.BASUMINGERA J.B. | Moniteur<br>infirmier | Makamba<br>Kirundo |
| 7.KARUZI | 1.KANYAMASWA<br>2.UKIZA S. | Technicien<br>licencié | Bururi<br>Ngozi |
| 8.KAYANZA | 1. SINZINKAYO E.<br>2.BUHUNGU A.M. | -<br>humaniste | Bujumbura<br>Bujumbura |
| 9.KIRUNDO | 1.NIYONGERE<br>2.NIYONZIMA | technicien A2<br>licencié | Bubanza<br>Kirundo |

| | | | |
|---|---|---|---|
| 10.MAKAMBA | 1. BUJENJEGERI R.<br>2.NZOJIBWAMI F. | moniteur<br>licencié | Bururi<br>Bururi |
| 11.MURAMVYA | 1. NYANDWI R.<br>2. BARARUSAMBIRA P. | -<br>moniteur | -<br>BURURI |
| 12.MUYINGA | 1. NZISABIRA J.<br>2. NDIKUMASABO V.<br>3. MBANJE D. | Off. militaire<br>Licencié<br>Technicien | Bururi<br>Ngozi<br>- |
| 13.NGOZI | 1. BUHUNGU A.M.<br>2. SINZINKAYO E.<br>3.MURENGERA J. | Humaniste<br>-<br>Moniteur | Gitega<br>Bujumbura<br>Gitega |
| 14.RUTANA | 1.KANDIKANDI J. | Licencié | Bururi |
| 15.RUYIGI | 1. NTAWUMENYA F.<br>2.SEMABAYA L. | Off. Militaire<br>Prêtre | Bujumbura<br>Bururi |

Entre la Période de 1976-1987, sur 30 Gouverneurs, 10 Provinces avaient des représentants dans l'administration provinciale. Certaines provinces comme Muyinga, Cankuzo, Rutana, Cibitoke et Karusi n'avaient aucun représentant durant cette période. Beaucoup parmi eux avait le niveau humanité ou équivalent.

### I.2.4. La haute administration publique

**Tableau n°7 : La haute administration publique (1976-1987)**

| Entreprises/ Institutions | Nom et prénom | Formation | Province d'origine |
|---|---|---|---|
| 1. B.R.B | 1. NTAHONIKORA E.<br>2. NTAHONKIRIYE A. | Licencié<br>Licencié | Muramvya<br>Bururi |
| 2. O.T.B | 1. NDABADUGARITSE A.<br>2. BINOBANZI C. | Licencié<br>Ir. Agronome | Bururi<br>Bururi |
| 3. INSS | 1. NDORUKWIGIRA A.<br>2. BANGURA F.<br>3. NICOBAHARAYE O.<br>4. NIZIGIYIMANA D. | Licencié<br>Licencié<br>Licencié<br>Licencié | Muramvya<br>Ruyigi<br>Bujumbura<br>Gitega |
| 4. REGIDESO | 1. NIYONSABA A.<br>2.SIMBARAKIYE E. | Ingénieur<br>Ingénieur | Bururi<br>Bururi |
| 5. OCIBU | 1. KAYIBIGI Ph.<br>2. NDUWAYO A.<br>3. NYAMURANGWA A. | Ecole Royale Mil.<br>Licencié<br>Licencié | Bururi<br><br>Gitega<br>Bururi |
| 6.UNIVERSITE | 1. KARORERO B.<br>2. SINDAYIGAYA H.<br>3. NDABANEZE E. | Licencié<br>Licencié<br>- | Bururi<br>Bururi<br>Bujumbura |
| 7. ONATEL | GAHUNGU | Licencié | Ngozi |
| 8. BNDE | KAMWENUBUSA B. | Docteur | Karusi |
| 9. LONA | NZIGAMASABO T. | Licencié | Kayanza |

| | | | |
|---|---|---|---|
| 10. SOCABU | GAHUNGU | Licencié | Ngozi |
| 11.COTEBU | 1. KAYIBIGI P.<br>2. NDUWAYO A.<br>3. NYAMURAGWA A. | Off. Militaire<br>Licencié<br>Licencié | Bururi<br>Gitega<br>Bururi |
| 12. RNP | GAHUNGU | Licencié | Ngozi |
| 13.MUTUELLE | SAHINGUVU G. | Licencié | Gitega |

A travers ce tableau, nous lisons que les « patrons » de ces institutions étaient originaires de 8 provinces (1976-1987). Mais par contre d'autres comme Muyinga, Kirundo, Cankuzo, Rutana, Cibitoke, Makamba n'avaient pas de représentants dans la gestion de la haute administration publique. Leurs niveaux d'instructions étaient élevés.

### I.3.Système politique

#### I.3.1.Le régime présidentiel

#### a. Institution Présidentielle

Au cours de la deuxième République surtout en Novembre 1981, la nouvelle constitution était promulguée. La constitution prévoyait la séparation des trois pouvoirs avec une prééminence du président de la République. Ce dernier pouvait dissoudre l'assemblée Nationale, alors que celle-ci ne pouvait censurer le gouvernement.

Dans la plupart des pays en système de Parti unique, tout comme au Burundi sous la deuxième République, la séparation des trois pouvoirs était affirmée théoriquement mais la mise en application était pratiquement difficile.

Cela se traduit dans la citation ci-dessous :

> « *Mais cette séparation n'est que formelle car en réalité tous les organes de l'Etat à savoir le gouvernement, le chef de l'Etat, le parlement et l'administration sont les moyens d'actions du Parti* »[16].

Enfin de compte, au cours de la 2ème République avec la mise en place de l'Assemblée Nationale le 1er novembre 1982, le président de la république était à la fois chef du gouvernement, Ministre de la Défense et Président du parti. Il contrôlait en fait individuellement tout l'appareil de l'Etat.

Donc, le président de la République utilisait des tendances lourdes à savoir : les usages politiques de la constitution, la tendance à la concentration des pouvoirs dans les mains d'un seul chef et à la centralisation au profit de l'institution présidentielle.

Bref, tout cela nous montre le degré de l'institutionnalisation présidentielle sous le régime de la deuxième République.

**b. La présidentialisation de l'administration**

Dans le système politique appelé « Administration Présidentialisée », l'administration territoriale et centrale reste un instrument privilégié de contrôle du territoire et de la population :

> « *Cette impératif de contrôle social et politique conduit les présidents non seulement à supprimer ou vider de leur substance les institutions susceptibles de s'ériger en lieu de limitation du pouvoir ou de contre-pouvoir, mais aussi à*

[16] Quelques éléments pour le débat parallèle et complémentaire sur la démocratie, S.l.n.d, p. 22

*s'assurer qu'ils disposent des moyens effectifs de leur domination* »[17].

Nous constatons que sous la 2ème République, les responsables de l'administration étaient sous l'autorité suprême, souvent sans l'intermédiation d'un quelconque ministère y compris le ministre de l'intérieur comme il est précisé dans le passage ci-après :

> *« Le président se doit d'avoir, à travers ses administrateurs territoriaux, ses hommes à lui, à la fidélité sans faille. Nommés directement par le chef de l'Etat, tous sont liés au bon vouloir de celui qui a la toute-puissance sur eux »*[18].

Au Burundi, cette politique a été rendue possible par l'organisation politique qui contrôlait tout sous la deuxième République : c'était le parti unique « UPRONA » à la tête duquel se trouvait le Président de la République qui contrôlait tout le système de l'Etat au cours de cette période.

Tout rapport entretenu entre le parti et l'Etat va être traité dans le sous chapitre suivant, le parti-Etat.

### I.3.2. Le parti-Etat

Sous la deuxième République, la vie politique du pays était dominée par le parti UPRONA en vertu de l'article 24 de la constitution :

> *« Le parti canalise et reflète les aspirations du peuple.il oriente la politique générale du pays, inspire et contrôle l'action de toutes les institutions de l'Etat »*[19].

A lui seul il monopolise l'expression de la volonté politique nationale. C'est donc un parti monopoliste dans la mesure où il exclut la concurrence d'autres

---

[17]BOURMAUD (D), La politique en Afrique, Paris, Montchrestien, 1997, p.80
[18] BOURMAUD (D.), op.cit., p.80
[19] Article 24 de la constitution de la République du BURUNDI promulguée le 20 novembre 1981.

rivaux, considérant son idéologie comme une autorité absolue, la vérité officielle de l'Etat.

**a. Parti unique et la constitution**

En régime de parti unique, la constitution est élaborée sous l'égide du parti. En effet, en peu partout dans le monde et en particulier au Burundi, le parti est l'organe fondamental du pouvoir de l'Etat et les constitutions lui reconnaissaient implicitement son rôle. Selon Georges BURDEAU :

> « *Pour faire les constitutions, les gouvernants cherchent à protéger des revendications, des bouleversements ou des incertitudes qui pourraient les déstabiliser et comme le pouvoir ne se partage pas dans ce présidentialisme monocentré autoritaire, les constitutions africaines peuvent être analysées comme des instruments de la domination politique* »[20].

Même au Burundi sous la 2ème République, la constitution était comme un instrument de la domination politique du président depuis sa mise en place en 1981.

**b. La symbiose entre le chef d'Etat et le chef du parti**

En général, dans bon nombre de pays africains et en particulier au Burundi sous la deuxième République, le régime présidentialiste a fait école : « *Le présidentialisme est en fait le régime présidentiel renforcé par le biais d'une forte personnalité* »[21].

Donc, le président est élu au suffrage universel direct sans concurrence d'autres candidats, ce qui le place à une parité équivalente à celle du parlement. Il est

---

[20] Cours en Histoire 2ème Licence, Régime des politiques africains par Julien NIMUBONA

[21] Quelques éléments pour le débat parallèle et complémentaires sur la démocratie, s.l.n.d, p.22

ensuite le seul détenteur du pouvoir exécutif dans la mesure où il met sur pied le cabinet gouvernemental qui est responsable devant lui. Il a le droit de dissoudre le parlement ; c'est ce dernier qui, en régime de parti unique, assume aussi les fonctions de président du parti.

Dans la plupart des pays monopartites tout comme au Burundi sous la 2ème République, le chef de l'Etat était président du parti et de tous les organes dirigeants au plus haut niveau : congrès, comité central et organe exécutif du comité central (bureau politique).

**c. Le parti et le parlement**

Compte tenu de la mise en place de l'Assemblée Nationale en 1982 , le régime de la 2ème République avait adopté un système d'un parlement monocaméral au nom de la mission d'intégration national. De ce fait, l'existence d'une deuxième chambre pratiquement indépendante du parti n'était pas concevable dans la mesure où ce dernier pouvait être la seule expression de la politique nationale.

Concernant la désignation des parlementaires, ils étaient en général des candidats du parti unique. Le code électoral en son article 130 précisait que :

> *« Les listes des candidats sont établies dans chaque circonscription électorale par le parti UPRONA ...la composition de ces listes est arrêtée par l'organe du parti approprié en consultation des instances locales concernées »*[22].

Signalons que l'enrôlement des candidats aux élections était l'apanage des seuls notables du parti UPRONA. Les parlementaires étaient mandatés par le parti, ils légiféraient suivant ses directives.

---

[22] Décret-loi n° 1/25 du 01/09/1982 Portant code électoral art .130 in BOB ,6/1984, p.251

Dans ces circonstances, si le parlement parvient à exercer un certain contrôle sur le travail du gouvernement, les notions de défiances n'existent pratiquement pas car l'exécutif est aussi composé par des militants ou même des dirigeants du parti unique. Parfois on a des membres du gouvernement à la fois ministres et députes.

En gros, le premier chapitre nous montre le système administratif et politique mis en place par la 2ème République. En observant les listes des membres des quatre gouvernements de cette période, nous avons constaté que le régime Bagaza a mis en place les membres du gouvernement mieux formés à l'étranger et au Burundi, ce qui a permis la mise application des objectifs qu'on avait fixé au cours de l'élaboration du 3ème et 4ème plan quinquennal comme on va le voir dans le chapitre suivant. Néanmoins, Tout le peuple exprimait leurs doléances au sein du parti unique. Ce dernier contrôlait tout le système de l'Etat au cours de cette période.

# CHAPITRE II : LES TRANSFORMATIONS SOCIO- ECONOMIQUES SOUS LA DEUXIEME REPUBLIQUE

Dès sa proclamation, la 2ème République va mettre en place le troisième plan quinquennal (1978-1982) à travers lequel elle définit les objectifs à atteindre du point de vue développement. Ce plan sera suivi par celui de 1983-1987. Ainsi, les efforts de développement au cours de cette période ont pu générer une croissance annuelle de la production nationale appréciable de 3,3 du PIB.

## II.1. L'agriculture et l'élevage

### II.1.1. L'agriculture

Au Burundi le secteur agricole constitue la base de l'économie nationale. La grande majorité de la population burundaise vit de l'agriculture, soit plus de 90% au cours de cette période. Le pays tirait la majeure partie de ses devises dans l'exportation des produits agricoles : café, thé, coton, et quinquina avant la crise de 1993.

C'est pour cette même raison que parmi les objectifs de la deuxième République, le développement de l'agriculture était une priorité.

#### a. Les cultures vivrières

Afin d'accroître la production des cultures vivrières, la deuxième République a mis l'accent sur la mobilisation et l'encadrement de la population en vue d'atteindre l'autosuffisance alimentaire :

> *« Les responsables feront les efforts pour élaborer une politique agricole rationnelle qui donnera priorité aux cultures vivrières. Ils attireront leur attention sur le problème d'encadrement et de vulgarisation. Nous pensons que*

*l'inventaire de toutes les possibilités permettant d'orienter notre action devra être rapidement établie »*[23].

En plus, des structures chargées de faire ce travail ont été mises en place dans des diverses provinces et communes :

*« CVHA, les sociétés régionales de développement(SRD), les centres agricoles de développement intégré (CADI), les coopératives, les centres de développement rural(CDR), autant de cadres grâce auxquels les populations peuvent améliorer leurs méthodes culturales et d'élevage et obtenir les intrants agricoles nécessaires »*[24].

Donc pour atteindre cette autosuffisance alimentaire de la population, il fallait des techniques modernes et une meilleure planification. *« Conscients du danger que représente la dégradation progressive des sols, les dirigent de la deuxième république ont réservé une attention particulière au reboisement et à la protection des sols »*[25].

Ainsi la deuxième République avait procédé aux techniques de lutte antiérosive et au reboisement des terres dénudées dans le but de la protection des sols. En plus des gros boisements réalisés par l'Etat, on a encouragé la création des boisements au niveau des provinces et des communes ainsi que des exploitations familiales. 60 pépinières rurales ont été créées à cet effet pour fournir les plants aux populations. Le tableau ci-dessous nous montrera les statistiques et bilan des résultats.

---

[23]REPUBLIQUE DU BURUNDI, MAISON DU PARTI, Pourquoi le changement ? s.l.n.d, p.19

[24] République du Burundi, secrétariat national permanent du parti Uprona, actes du deuxième congrès national du parti Uprona, p.56

[25] République du Burundi, IIème république, Respect des engagements, P.32.

**Tableau n° 8 : Statistique et bilan des résultats déjà acquis**

| Projets | Programme prévue | Programme réalisé | Pourcentage de réalisations fin mars1984 |
|---|---|---|---|
| 1. Projet de Rugazi | 3200 ha | 3200 ha | 100 |
| 2. Projet Mubimbi-Gakara-Rutongo-Vyanda | 7000ha | 4765 ha | 68 |
| 3. Projects Mugamba-Bututsi | 10000 ha | 6973 ha | 69 |
| 4. Projet Mugamba-Bututsi | 2000ha | 2000ha | 100 |
| 5. Projet Kibira | 600ha | 410ha | 68 |
| 6. Projet Muramvya-Ruyigi-Cankuzo | 3250ha | 2250ha | 69 |
| 7. campagne nationale reboisement 350ha * 7ans * 8 province | 20000ha | 14000ha | 70 |
| 8. campagne communale de reboisement 10ha/commune * 7ans * 79communes | 5000ha | 5530ha | 110 |
| **Total sur 7 ans** | **51050ha** | **39128ha** | **79** |

**Source** : secrétariat national permanent du parti Uprona, actes du deuxième congrès national du parti Uprona, p.61

Sur 51050 ha prévus, 39128 ont été réalisés pendant 7 ans, soit un taux de réalisations de 79%. Cela montre que la deuxième République fait tout pour reboiser les collines dénudées en vue de la protection de l'environnement.

Concernant les méthodes culturales modernes, le régime de la deuxième République avait lancé un vaste plan semencier touchant les légumineuses, les céréales, les tubercules, les plantes oléagineuses et les bananes. C'est pour cette même raison que le troisième plan quinquennal avait fixé des objectifs très ambitieux dans ce cadre du plan semencier.

Dans ce même but d'accroître les rendements, le programme « fertilisation » fut entrepris. Il comprenait *« la création des compostières au niveau des exploitations, l'essai et la démonstration de l'utilisation des engrais minéraux »*[26].

Cela va aboutir à une meilleure production agricole au cours des années ultérieures du troisième plan quinquennal. C'est dans cette optique d'autosuffisance alimentaire que la deuxième République a dû procéder au réaménagement des rizières située dans la plaine de l'Imbo et dans les marais de l'intérieur du pays, spécialement au nord. L'objectif principal du régime était d'augmenter la production du riz en vue de réduire l'importation de cette denrée.

En effet, la culture du froment avait aussi connu une promotion considérable dans les régions de hautes altitudes. *« On a installé à cet effet, une minoterie à Muramvya pour traiter ce froment et d'autres céréales du genre »*[27].

En conséquence, une création d'emploi pour la population environnante de la minoterie était remarquablement mentionnée depuis l'année 1987.

Le projet sucrier fut aussi développé dans les dépressions de Kumoso. « La Société Sucrière de Moso » (SOSUMO) fut créée.

---

[26] Secrétariat national permanent du parti Uprona, op.cit., P.58.
[27] II[ème] république, op.cit., P.33.

En plus des devises que le régime de la deuxième république se procurait, la SOSUMO avait suscité la création de nouvelles entreprises utilisant le sucre et ses sous-produits. Cela avait permis de créer un véritable pôle de développement dans cette région.

En plus, la culture du palmier à l'huile avait été relancée au cours du régime Bagaza. Les vielles palmerais de la variété « DURA » étaient remplacée par la variété « TENERA » considéré comme la plus performante. Selon le deuxième congrès national du parti Uprona :

*« L'extraction d'huile est entièrement artisanale (8 à 10% d'huile au lieu de 25 à 30%) et les plantations sont mal entretenues »*[28].

Ce passage ci- haut cité nous a fait remarquer que l'extraction d'huile de palme sous la deuxième République était à l'état embryonnaire.

Enfin, dès 1977 une production maraîchère avait été développée avec un projet pilote de 2 ans dans la province de Muramvya, spécialement dans la région de Bugarama qui visait à améliorer la production et la commercialisation des produits maraîchers.

Selon toujours le deuxième congrès nationale de l'Uprona :

Depuis 1977 jusqu'en 1983 le projet maraîcher a touché 2074 paysans animateurs, qui a leur tour ont intéressé un nombre de cultivateur 10 fois supérieure.

Par conséquent, toutes ces réalisations accomplies par la deuxième République ont pu générer des revenus importants au pays en général et à la population en particulier. Par exemple avec l'implantation des usines : comme la minoterie de Muramvya et la SOSUMO le taux de chômage de la population environnante avait été sensiblement réduit. En plus, le développement des cultures maraîchères à Bugarama nous a fait remarquer que les habitants de cette région restent capables jusqu'aujourd'hui de produire et de commercialiser ces produits maraîchers sur la route Bujumbura-Bugarama.

---

[28] Secrétariat national permanent du parti Uprona, op.cit., P.59.

**b. Les cultures d'exportation**

Afin d'augmenter les ressources en devise du pays, la deuxième République a attiré une attention particulière sur les cultures d'exportation.

En effet, concernant la culture du café, un vaste projet avait été accompli dans le but d'augmenter la production de cette culture. Mais à elle seule l'accroissement de la production ne suffisait pas. Il a fallu que la qualité du café soit améliorée. C'est dans ce cadre que les usines de lavage ont vu le jour sous le régime de la deuxième République. Ainsi, deux usines de décorticages et de conditionnement à Gitega et à Bujumbura ont été construites. Les sociétés régionales de développement, surtout les deux les plus productrices du café (Buyenzi et Kirimiro) ont dû entreprendre un encadrement de plus en plus serré de la population.

Signalons que cette culture a permis aux habitants de Buyenzi et Kirimiro d'améliorer leurs conditions de vie. Selon Joseph NZIKOBANYANKA : *« J'ai bâti ma maison et je me suis marié sous le régime Bagaza grâce à la culture du café »*[29].

En plus, 80% des devises du pays à cette époque provenaient de la culture du café.

En matière de la culture du thé, deux problèmes de différentes natures étaient mentionnés à savoir : problèmes d'énergie, la faiblesse du prix aux planteurs pour les plantations villageoises et au coût excessif des engrais minéraux. C'est dans ce cadre qu'un office du thé du Burundi (OTB) fut créé. Sa mission est de superviser et de contrôler les usines à thé se trouvant sur le sol national, et encore de commercialiser le thé sec produit par ces dernières.

Par coopération bilatérale et multilatérale, le Burundi avait reçu un financement pour l'extension des étendues culturales de thé :

---

[29] Témoignage d'un habitant de la commune Butaganzwa, NZIKOBANYANKA Joseph.

> *« L'OTB poursuit la réalisation de 2100 ha de thé prévu ; à Jenda (1000 ha), Tora (150 ha), Remera (500 ha), Banga (150 ha) et Rwegura extension (300 ha). Ce programme est totalement financé par le FED »*[30].

Ainsi ces problèmes ont pu aussi trouver des solutions avec les centrales hydroélectriques de Rwegura et de Mugere qui ont été construite sous la deuxième République.

Avec le développement de la culture du coton le régime Bagaza avait mis en place une société :

> *« Compagnie de Gérance du Coton (COGERCO) qui assure l'encadrement des cultivateurs, la fourniture des insecticides, l'achat du coton-graine et la commercialisation des fibres »*[31].

En plus, la production du coton-fibre était destinée en partie à l'exportation et une autre à l'approvisionnement du complexe textile de Bujumbura (COTEBU)

Enfin, la culture du quinquina connut aussi un redressement important sous la deuxième République.

Cette culture fut intensifiée dans la région de Buhoro où les études du sol menées par l'institut des sciences agronomiques du Burundi (ISABU) garantissaient des résultats satisfaisants. Aussi le programme quinquina par la SOKINABU était réalisé à Bugarama et dans la région de Ngozi.

L'Etat avait déployé beaucoup d'efforts en octroyant les crédits aux agriculteurs en créant des institutions financières qui s'occupent des crédits agricoles comme la BNDE et les banques populaires d'épargne et de crédit mais leurs capacités techniques et financières étaient très faibles.

Notons que les efforts accomplis par la deuxième République sur les cultures d'exportation avaient permis au pays de compter parmi les pays exportateurs.

---

[30] Secrétariat National permanent du parti Uprona, op.cit., P.65.
[31] II$^{ème}$ république, op.cit., P.34.

Ainsi donc, la valeur de la monnaie nationale s'était accrue avec l'entrée des devises spécialement au cours de cette période.

### II.1.2. L'élevage

Le régime de la deuxième République a mis aussi ses efforts dans le domaine de l'élevage. Dans la déclaration sur les objectifs fondamentaux du mouvement du premier novembre de 1976 :

> *« Dans le domaine de l'élevage, nous souhaitons qu'une amélioration et une rentabilisation sensible soit opérée. La sensibilisation de l'éleveur aux problèmes réels des temps modernes dans ce domaine sera intensifiée. Des cadres certes, nous serons nécessaires pour tirer profit de nos potentialités »*[32].

En effet, diverses actions relatives à l'amélioration de l'élevage ont été entreprises à savoir : l'alimentation du bétail, l'amélioration des races et la santé animale.

Dans le domaine de l'alimentation du bétail, les pâturages naturels existants ont été protégés contre les facteurs de dégradation que sont les feux de brousse et l'érosion. Ensuite, la diffusion des cultures fourragères en milieu rural a été poursuivie en vue d'assurer au bétail un supplément pendant la saison sèche et même pendant la saison des pluies dans les régions de pâturages pauvres comme on l'a souligné dans le passage ci-dessous :

> *« A la fin de l'année 1983, les superficies plantées atteignaient 1.958 ha dont 463 avec le budget extraordinaire d'investissement, 1.129ha par les éleveurs, 166 ha réalisés dans le cadre des travaux communautaires et 200 ha plantes par les différentes fermes »*[33].

---

[32] Maison du parti, op.cit., P.21

[33] Secrétariat national permanent du parti Uprona, op.cit., P.68.

En plus dans le domaine de l'amélioration des races, la deuxième République a entrepris la diffusion des géniteurs à partir des projets d'élevage.
C'est ainsi que les taureaux sélectionnés furent distribués à des éleveurs capables de les nourrir et de les entretenir correctement :

> *« 44 taureaux améliorés ont été diffusés dans les centres de monte ; le projet Bututsi-Sud a diffusé chez les éleveurs 73 taureaux Sahiwal, tandis que le projet Mugamba-Nord en a diffusé 36 »*[34].

Signalons qu'en général la diffusion de ces géniteurs sélectionnés aux éleveurs était plus souvent vouée à l'échec. Par conséquent, le milieu d'élevage rural n'étant pas assaini et le niveau d'alimentation encore très faible, ces géniteurs s'adaptaient difficilement au milieu d'accueil. Leurs sensibilités aux maladies et leurs exigences alimentaires ont été à l'origine de leur fragilité. C'est pour cette raison que les éleveurs des campagnes n'ont pas connu des améliorations.

Quant à la santé animale, les efforts déployés par la deuxième République portaient surtout sur le programme de vaccination généralisé des troupeaux contre les principales endémies, l'équipement et l'agrandissement du laboratoire vétérinaire, la fabrication d'une gamme de vaccin, le recyclage du personnel et la construction des dipping-tanks dans les différentes régions des territoires nationales.
Notons enfin que dans ce domaine d'élevage, un effort particulier a été entrepris en faveur du petit bétail (caprins, ovins, porcins).
Le régime de la deuxième République avait aussi essayé de changer la mentalité des éleveurs burundais afin qu'ils abandonnent l'élevage de prestige et s'adonne à un élevage moderne et rentable. Aussi la multiplication des fermes d'élevage (Mahwa, Gifurwe,...) ont servi d'exemple aux régions environnantes pour l'augmentation de la production laitière en milieu rural.

---

[34] Ibid.

## II.2. Le secteur éducatif et sanitaire

### II.2.1.Le secteur éducatif

Le gouvernement de la deuxième République avait compris que l'éducation en général constitue une phase clé pour une préparation effective d'un homme bien cultivé afin qu'il participe au développement de sa patrie. L'objectif principal du régime Bagaza était la scolarisation de tous les enfants en âge scolarisable et encore de combattre l'analphabétisme à la base, afin de former le producteur de demain.

#### 1. L'éducation de base formelle et non formelle

Une éducation de base minimale est indispensable à tous les citoyens, dit le président de la République Jean Baptiste BAGAZA dans son discours :

> *« Au niveau primaire afin que les jeunes ne soit eut pas coupés de leur milieu, il sera nécessaire d'assurer une formation polyvalente, toucha tous les aspects de la vie courante de la population. Pour réhabiliter le travail manuel, un enseignement agricole approprié sera dispensé »*[35].

Ainsi, selon le 1er congrès national du parti UPRONA en 1979, une grande importance était portée sur les questions de l'éducation de base et opte pour *« l'école communautaire qui vise l'éducation pour la masse la participation de celle-ci à la conception et à la gestion de l'école, il recommande de mettre en place une structure d'animation et d'éducation permanente, de parvenir petit à petit à la scolarisation des tous les enfants »*[36].

En effet, la réalisation de tous ces objectifs en matière d'éducation de base formelle avait pour but de faire face aux contraintes réelles. A l'avènement de la

---

[35]Maison du parti, op.cit., P.25

[36] République du Burundi, Comité central du parti Uprona. actes du premier congrès national du parti Uprona, Bujumbura, 1980, p.59

deuxième République, le pays connaissait un taux très bas de scolarisation, une école primaire non adaptée au besoin du monde rural, une déperdition et un redoublement préjudiciable à la qualité de l'enseignement.

Afin de réduire ces problèmes, l'Etat avait pris des stratégies portant essentiellement sur la double vacation des maitres et des locaux ainsi que la promotion collective des élèves.

Une conséquence visible fut un accroissement considérable des écoliers :

> *«Les effectifs scolaires de l'enseignement primaire sont passés de 159.729 écoliers en 1979-1980 à 296.072 écoliers en 1983-1984, soit un accroissement de 46%. Les salles sont passées de 4030 à 5132 dans la même méthode, soit un accroissement de 27,3 % »*[37].

Mais alors, la scolarisation généralisée n'était pas une fin en soi. Il fallait que cette éducation de base tienne compte des réalités nationales et aide le paysan à devenir un agent de développement. D'où la pertinence de l'option « kirundisation et ruralisation » de l'enseignement mis en œuvre par la deuxième République.

Il faut noter ainsi qu'il y avait un manque observable des maîtres compétents, car certains enseignants n'avaient pas des diplômes $D_4$ ou $D_7$. Mais pour relever ce défi, l'Etat avait procédé à la formation d'un nouveau type d'instituteurs $D_6$ (diplôme d'instituteur adjoint) était prévu en fonction des objectifs de la réforme et de la conception globale du développement. En plus, des techniques pour la disposition d'un matériel pédagogique approprié à la réforme de ruralisation et de kirundisation étaient précaires au cours de cette période.

---

[37] Secrétariat national permanent du parti Uprona, op.cit., p.178.

Mais sur ce point, le BER et la RPP étaient créés pour rendre des services dans ce domaine comme on l'a précisé :

> *«La production du matériel didactique est assurée par le bureau d'éducation rural( BER) doté d'une régie de production pédagogique (RPP) en lui permettant de produire des cours-programmes et la documentation destinée aux maîtres ainsi que les livres de lectures et d'exercices de l'élève pour chaque branche enseignée »*[38].

Signalons qu'en définitive il était impossible d'assurer pendant longtemps une éducation universelle par le biais de l'école primaire classique. C'est pourquoi la deuxième République a été obligée de se servir de l'éducation de base non formelle qui se préoccupait d'aider les citoyens qui n'ont pas été à l'école. Cela en vue d'acquérir des éléments de formation leur permettant de mieux répondre au développement du bien-être de la nation. En réalité, trois catégories principales étaient touchées par l'éducation de base non formelle à savoir : les enfants non scolarisés, les jeunes déscolarisés et les adultes.

Par conséquent son volontarisme de promouvoir le secteur éducatif porta le taux de scolarisation de 19 à 85% entre 1976 et 1986[39] selon les données de la Banque Mondiale en 1987.

En plus, un effectif d'enseignant s s'était accru au cours de cette période pour le primaire avec la mise en place de l'E.F.I (Ecole de Formation d'Instituteur).

Bref, l'autre projet qui avait été entretenu par la deuxième République était entre autre de multiplier les écoles secondaires générales, normales et techniques comme nous allons le voir au point suivant.

---

[38] II[ème] République, op.cit., p.115.
[39] Source : données de la Banque Mondiale en 1987.

## 2. L'enseignement secondaire et technique

Le régime de la 2ème République a mis également l'accent sur l'enseignement secondaire qui comprenait trois volets principaux à savoir: l'enseignement secondaire général (section scientifique et littéraire), l'enseignement secondaire pédagogique et l'enseignement secondaire technique.

Dans son discours sur les objectifs fondamentaux du mouvement du 1er nov. 1976, le président de la république avait souligné ce qui suit :

> *« Au niveau de l'enseignement secondaire, nous favoriserons la formation technique et professionnelle. L'orientation de l'étudiant vers les domaines prioritaires de la vie réelle du pays devra être assurée à ce niveau »*[40].

La nouvelle politique de l'éducation sous la deuxième République a jugé urgent de former beaucoup de cadres intermédiaires dont le pays avait tant besoin. En conséquence, les effectifs des élèves de l'enseignement secondaire s'étaient accrus comme l'avait précisé le deuxième congrès national du parti UPRONA :

> *« Le pays a connu un accroissement de 30% pour les effectifs de lauréats qui entrent en 7eme année à les effectifs sont passés de 13.711 en 1972-1980 à 15.045en 1983-1984 au niveau de l'enseignement secondaire et normale, soit un accroissement de 8,86% »*[41].

Quant à l'enseignement secondaire technique longtemps négligé par le régime précèdent, la deuxième République avait mis ses efforts sur ce dernier. Ainsi, aux niveaux de l'enseignement technique et professionnel, l'ouverture de nouvelles filières de formation avaient également permis l'accroissement remarquable des effectifs.

---

[40] Maison du parti, op.cit., p.25
[41] Secrétariat national permanent du parti Uprona, op.cit., p.181

En matière de rénovation de l'enseignement secondaire général, normale et technique, des bureaux furent mis sur pied par la deuxième République à savoir : BEPES (Bureau d'Etude des Programmes de l'Enseignement Secondaire), BEET (Bureau d'Etude de l'Enseignement Technique) et BER (Bureau d'Education Rurale) en vue d'élaborer des programmes scolaires, conseillers et encadrer les professeurs et en vue de poursuivre un programme de formation continue. Aussi, des laboratoires ont été conçus dans certaines écoles secondaires dans le but de permettre aux élèves d'acquérir une formation scientifique beaucoup plus efficace.

Néanmoins, même si la 2ème République avait déployé beaucoup d'efforts en vue de promouvoir le secteur éducatif, il y'avait un déséquilibre régional dans l'implantation des écoles d'où un effectif considérablement inégal de la population ayant été à l'école sur tout le territoire national. Heureusement qu'avant la 2ème République, certaines congrégations catholiques en général et missions protestantes en particulier ont servi de modératrice dans la construction des écoles aujourd'hui à cycle long.

Même l'enseignement supérieur avait connu un décollage sans précédent sous le régime de la deuxième République comme on va le voir.

### 3. L'enseignement supérieur

Une action d'envergure avait été faite par le régime BAGAZA dans le domaine de l'enseignement supérieur afin de promouvoir la formation de cadres nationaux, capable de relancer considérablement le pays. *« La formation au niveau supérieur devra servir directement au développement du pays »*[42].

Dès l'arrivée de la deuxième République, une réorganisation de l'UB a pu permettre à un développement remarquable dans ce cadre. Si du moins on fait une comparaison avec le régime précédent, on remarque, selon Marc

[42] Déclaration sur les objectifs fondamentaux du mouvement du 1er nov. 1976, p.25

MANIRAKIZA : *« La loi du 29 juin 1977 portant réorganisation de l'UB a mis en place des structures propres à permettre l'essor de notre université »*[43].

Parmi les actions menées par le régime de la deuxième République, nous pouvons entre autres citer la fusion de l'ancienne école normale supérieure (l'ENS) et de l'ancienne université officielle de Bujumbura pour former l'UB ce qui a permis une excellente utilisation du personnel enseignant et de locaux.

Ensuite, l'Etat avait procédé à un accroissement des facultés et des instituts existants et à la création des nouvelles facultés. Nous pouvons citer par exemple la création de la faculté des sciences appliquées (FSA), l'institut technique supérieur (ITS) et l'institut supérieur des cadres militaires (ISCAM). De nouvelles filières de formation ont été ouvertes comme la faculté des sciences, faculté de médecine et faculté d'agronomie.

Grâce à ces réalisations, le résultat avait été positif avec une augmentation sensible des effectifs d'étudiants :

> *« Cette action a eu comme résultat une augmentation sensible des effectifs d'étudiants en passant de 1784 étudiants en 1979-1980 à 2090 étudiants en 1983-1984 à la seule université du Burundi sans compter plus de 800 étudiants à l'étranger, soit un accroissement de 14,64% »*[44].

Sur le plan d'infrastructures, le régime de la deuxième République avait mis aussi ses efforts dans l'amélioration et l'accroissement des infrastructures universitaires : construction des homes universitaires, d'un restaurant universitaire, construction de la faculté des sciences, construction de la bibliothèque centrale surnommée Kadhafi, car elle était construite grâce au

---

[43] MANIRAKIZA M., Burundi, la déviance d'un pouvoir solitaire, le régime BAGAZA (1976-1977), Bruxelles, 1997, p.55

[44] Secrétariat national permanent du parti Uprona, op.cit., p.185

financement de la Libye, on avait aussi amélioré les moyens de transports d'étudiants.

Afin de faire face au manque des professeurs nationaux à l'université du Burundi, la deuxième République a eu recours à la coopération avec les pays et les organismes amis au recrutement des professeurs visiteurs et à la formation des professeurs nationaux :

Mais signalons qu'à cette époque, l'université avait plus des professeurs étrangers (Français, Canadiens,...) que nationaux selon Etienne NDINDURWAHA.

En plus de cet enseignement universitaire, l'Etat avait organisé un autre niveau de formation dit « enseignement supérieur non universitaire ». De ce fait, des écoles supérieures ont été créées dans les différents secteurs de la vie nationale. Il s'agissait de :

- ✓ L'institut supérieur de commerce qui dépendait du ministère de commerce.
- ✓ L'institut supérieur d'agriculture qui dépendait du ministère d'agriculture et d'élevage
- ✓ Ecole de police judiciaire qui dépendait du ministère de l'intérieur
- ✓ L'école de journalisme qui dépendait du ministère de l'information
- ✓ L'institut supérieur des techniques d'aménagement et de l'urbanisme (ISTAU) qui dépendait du ministère des travaux publiques[45].

Ainsi donc, l'enseignement supérieur devait être doté d'un esprit de recherche et d'innovation. C'est pour cette même raison que la politique éducative avait précisé cette mission :

---

[45] Secrétariat permanent du parti UPRONA, op.cit., P.186.

> *« L'enseignement supérieur doit jouer un rôle novateur et d'éclaireur du progrès pour l'ensemble du secteur socio scientifique, littéraire, pédagogique et artistique, et le perfectionnement professionnel »*[46].

Pour accomplir cette mission, l'Université du Burundi avait encouragé des travaux de recherche des professeurs et des étudiants.

D'où même jusqu'aujourd'hui, on observe un nombre important des ouvrages généraux, des thèses, des mémoires et des revues, etc. conservés dans les bibliothèques des facultés et institut, encore dans la bibliothèque central de l'université du Burundi.

Mais alors, notons que dans le domaine éducatif, les églises en général et surtout l'église catholique en particulier avait joué un rôle important au cours de cette période dans ce domaine même si le régime Bagaza avait considéré l'Eglise catholique comme « un Etat dans un Etat ». Cela sera traité en long et en large dans le troisième chapitre.

Bref, le témoignage des efforts déployés par le régime de la deuxième République dans le domaine éducatif nous démontre brièvement la volonté politique considérant l'éducation ou la formation comme l'un des moyens remarquable pour sortir du sous-développement.

Ce domaine éducatif va de pair avec la santé de la population qui sera traitée au point suivant.

### II.2.2.La santé

Le gouvernement de la 2ème République s'était engagé à promouvoir le cadre sanitaire en vue d'améliorer la qualité de la vie de toute la population.

---

[46] Ibid.

Lors de la déclaration des objectifs fondamentaux du mouvement du 1er Novembre 1976, dans son discours, le président BAGAZA disait :

> *« Ce secteur qui a été négligé par l'ancien régime fera pour nous l'objet d'une préoccupation particulière. Un effort spécial sera consenti pour améliorer le dépistage des maladies endémique, l'infrastructure et les équipements médicaux ainsi que l'extension du programme d'hygiène. Un programme de formation des cadres devra retenir l'attention des responsables en vue de répondre au nécessité urgente qui prévale dans ce secteur »*[47].

Après le lancement de ce discours ci haut, de multiples activités avaient été accomplies par le régime de la 2ème République en matière de la santé pendant les années 1980.

Ainsi le 3ème plan quinquennal prévoyait : agrandissement des hôpitaux existants, implantation de nouvelles infrastructures sanitaires, lutter contre les maladies transmissibles et la formation du personnel paramédical.

Dans le cadre d'infrastructures sanitaires, le gouvernement de la deuxième République a créé un réseau d'unités sanitaires aussi dense que possible afin de rendre les soins géographiquement accessibles. C'est pourquoi le gouvernement a procédé à la remise en état des unités sanitaires à Murore, Bururi, Gitega, Ruyigi, Muramvya, Matana, Ngozi, Bujumbura, I buye, Kayanza, Gwibaga, Muyinga, Rumonge et l'institut médical de Gitega.

Certains dispensaires ainsi ont été remis en état : Nyanza-Lac, Vumbi, Burara, Busangana, Bukeye, Ndava, Bugenyuzi, Cendajuru, Mubimbi, Gashikanwa, Gatsinda et Mubuga.

---

[47]Maison du parti, op.cit., p.24

Afin de compléter les réseaux des soins de nouveaux hôpitaux furent construit. Il s'agit de l'hôpital : Kirundo, Bubanza, Cankuzo, Rutovu, Makamba, Mutaho et le centre hospitalo-universitaire de Kamenge (CHUK).

Concernant la lutte contre les maladies transmissibles et endémiques, l'Etat avait organisé la lutte contre les maladies infectieuses et parasitaires. L'objectif principal de la 2ème République et de réduire le plus possible ces maladies par l'action de la prévention par des moyens les moins onéreux possibles et efficaces.

Soulignons par exemple l'action menée en faveur de l'enfant de deux ans qui bénéficiait du programme élargi de vaccination destiné à le protéger contre les maladies transmissibles telles que : la tuberculose, la poliomyélite, la diphtérie, le tétanos et la rougeole.

Pour faciliter la masse paysanne qui n'avait pas de mutuelle de la fonction publique, la 2ème République a mis aussi l'accent sur la création de la carte (CAM), par ordonnance ministérielle n° 620/57 du 20 mars 1984[48], le coût de la carte est de :

- ✓ 500 f pour les personnes qui tirent leur revenu dans l'agriculture, de l'élevage et de la pêche de subsistance.
- ✓ 1500 f pour les artisans et les petits commerçants reconnus par leur commune de résidence.
- ✓ 3000 f pour les commerçants enregistrés par les services des impôts.

L'acquisition de la CAM était ouverte à tout burundais âgé de 21 ans dont les activités relèvent du secteur des indépendants. En plus, dans son discours, le président de la République disait:

---

[48]MUKURI Melchior, Ph.D., dictionnaire chronologique du Burundi, vol.2 :1966-1993, l'ère des coups d'Etat, UB, Buja, p.211.

> *« De cette façon nous pouvons prétendre donner à notre population des soins adéquats pouvant permettre à chacun d'avoir un niveau de santé acceptable de participer activement et pleinement au développement socio-économique du pays »*[49].

C'est dans cette vision que la 2ème République avait créé un Office National Pharmaceutique (ONAPHA) comme une industrie chimique balbutiante, employant tantôt le quinquina, tantôt un assemblage des produits chimiques importés pour en faire le dosage en vue de la commercialisation interne des médicaments. Mais malheureusement, il n'y avait pas eu des structures pérennes en matière de ce domaine, car cette industrie s'était fermée totalement à cause du manque d'investissement et d'approvisionnement en matières premières.

Même si la mise en place et le fonctionnement des services sanitaires exigeaient d'importantes ressources financières en moyens matériels certes, la formation du personnel qualifié était un facteur non négligeable dans ce secteur. C'est dans cette optique que la 2ème République avait créé la faculté de médecine à l'UB en vue de promouvoir l'autosuffisance en médecin et personnel médical de tous les niveaux. Cela va être observé dans le tableau ci-dessous :

[49] Maison du parti, op.cit., p.25

**Le tableau n° 9: les effectifs du personnel par catégories formé de 1979-1984**

| Niveau du personnel | 1979 | 1980 | 1981 | 1982 | 1983 | 1984 | Total général par niveau du personnel |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Médecins | - | - | - | 13 | 17 | 35 | 65 |
| Techniciens médicaux | 11 | 9 | 27 | 27 | 31 | 36 | 141 |
| Techniciens sanitaires | 11 | 9 | 27 | 27 | 5 | 7 | 86 |
| Infirmiers diplôme d'Etat | 18 | 18 | 27 | 27 | - | 27 | 117 |
| Infirmiers auxiliaire | 25 | 51 | 51 | 51 | 51 | 20 | 249 |
| Assistant d'assainissement | 22 | 24 | 24 | 24 | 18 | 10 | 122 |

**Source** : secrétariat permanent du parti Uprona, P.211

A travers ce tableau, nous remarquons que jusqu'en 1981 il n'y avait aucun Médecin formé sur le sol burundais. Nous n'avions que 65 médecins seulement jusqu'en 1984, d'autres n'étaient que des étrangers. En plus, le tableau nous montre qu'il existait jusqu'en 1984,141techniciens médicaux, 86 techniciens sanitaire, 117 diplômés d'Etat, 249 infirmiers auxiliaires et 122 assistants d'assainissements. Cela nous révèle qu'au cours de cette période l'Etat avait fait tout pour promouvoir ce secteur en vue de rendre à la population une meilleure vie.

Dans le cadre de la formation continue, les stages de recyclage ont été organisés et des spécialisations effectuent effectivement dans le pays et dans l'étranger.

Le gouvernement de la 2ème République a réalisé pas mal de choses dans le domaine sanitaire comme nous l'avons constaté. Néanmoins, la santé de la population à elle seule ne peut pas influencer le développement socio-économique d'un pays, les autres secteurs aussi ont un rôle considérable c'est pour cette même raison que nous allons voir d'autre transformations en matière du développement rural et urbanisme.

## II.3. Aménagement rural et urbanisme

Le développement rural a été conçu par la 2ème République en termes d'amélioration de la vie de la population par leurs propres moyens. En plus c'était pour corriger les lacunes du passé que l'Etat avait entrepris de parvenir à une gestion rationnelle de l'espace national aussi bien en milieu urbain qu'en milieu rural.

### II.3.1. Aménagement rural

#### 1. La politique de villagisation

Dans le but de promouvoir l'habitat rural, la 2ème République avait mis en avant une politique de regroupement en village car, en réalité, le développement socio-économique s'avère impossible à la population dispersée sur les collines.

Ainsi le « fonds de l'habitat rural » accordait à la population de matériaux de construction sous forme des prêts pour améliorer leur logement comme le souligne Emile MWOROHA :

> *« Grâce aux fonds de l'habitat rural, le paysan peut avoir à crédit des matériaux de construction et un équipement mobilier à un prix abordable. Ainsi, de 1978 à 1982, environ 9000 maisons ont été construites et à la fin de 1983, plus de 140 000 familles avaient déjà bénéficié de la politique de l'habitat »*[50].

Par conséquent, outre l'insuffisance des ressources humaines et financières, la politique de villagisation n'a pas pu atteindre les objectifs, nous pouvons aussi mentionner que cette politique de villagisation a été un échec à cause essentiellement de la mentalité traditionnelle des Burundais. Ces derniers accordaient une grande importance à leur propriété individuelle. Donc c'était compréhensif que cette même population ait accueilli cette politique avec réserve.

En plus, son impact a été très faible et localisé : certains paysans revendaient les tôles octroyés par l'Etat, d'autres refusaient de payer à terme et à échéance. Certains administrateurs donnaient ces tôles, soit par des critères hasardeux (choix irréaliste), soit aux bénéficiaires fictifs pour garder une grande partie des tôles pour eux.

Mais encore notons qu'il est impossible même jusqu'aujourd'hui de procéder à l'adduction en eau potable et à l'électrification à la population des campagnes à cause de la dispersion de leurs habitations sur les collines.

### II.3.2.Urbanisation

La 2ème République avait beaucoup investi dans le secteur de l'urbanisme. Ainsi un certain nombre de réalisations avaient déjà été accomplies en matière de la

---

[50] Cite par BUGAFIRO Pascal, A. Guichaoua (dir.), l'Afrique des grands lacs, Paris, P.U.F., 1986, P.348

planification urbaine. Cette dernière avait été négligée par le régime précédent, alors qu'en principe c'est l'un des appuis du développement durable du pays.

Les réalisations accomplies dans ce domaine ont considérablement contribué à la promotion de la ville de Bujumbura ainsi que les autres villes et les centres urbains du pays. Des infrastructures sociales et administratives ainsi que les infrastructures routières ont été développé d'une façon considérable sous la 2ème République.

**1°. Infrastructure sociales et administratives**

Les infrastructures sociales et administratives avaient connu un décollage sans précédent avec l'avènement de la 2ème République comme nous allons le voir.

***Bâtiment publics et administratifs**

Parmi les bâtiments importants qui ont été construits dans le cadre de l'amélioration des infrastructures publiques et administratives, il y a lieu de citer notamment :

> *«Le building du ministère des finances, les six bâtiments de Gitega, le palais des congrès du parti Uprona, la bibliothèque et les bâtiments de l'administration de l'université du Burundi, le centre culturel islamique de Bujumbura, le bâtiment de la banque de la république du Burundi, le siège social de l'INSS (institut national de sécurité social), celui de l'ONATOUR, la nouvelle aérogare de Bujumbura, l'extension de la SOCABU (société d'assurance du Burundi) »*[51].

A ce niveau, les frais destinés à la location des bâtiments administratifs étaient orientés dans d'autres projets de développement socio-économique du pays.

---

[51] Secrétariat permanent du parti Uprona, op.cit., P.148

Cependant, même si la 2ème République avait entrepris un pas géant dans ce domaine, elle a ignoré la construction d'un palais présidentiel, du bureau présidentiel ainsi que certains bureaux ministériels.

D'autres constructions non moins importantes ont été réalisées dans le cadre de l'amélioration du fonctionnement de l'Etat et du bien-être de la population.

***Logement pour les fonctionnaires de l'Etat**

La politique de la 2ème République en matière de logement s'est basé sur le principe d'assistance aux fonctionnaires de l'Etat, cadres et agents, afin qu'ils puissent acquérir un logement convenable. L'assistance de l'Etat consistait à payer pour le fonctionnaire les intérêts ainsi que 20% de l'ensemble du crédit pendant la durée du remboursement de la maison.

Comme l'a précisé le président de la République lors de son discours programme [52]:

> *« S'agissant du logement des fonctionnaires, une politique judicieuse qui tiennent compte des possibilité du gouvernement et des impératifs de justice sera vite mise sur pied ».*

Afin de réaliser cette politique, le gouvernement a mis sur pied un établissement public appelé « Société Immobilière Publique » (SIP) chargée de veiller à la construction et la gestion de logement. A côté de la SIP nous citons entre autre d'autres institutions comme le projet MUSAGA, le projet DUB (Développement Urbain de Bujumbura), SETEMU (Services Techniques Municipaux) et l'ONL (Office National du Logement).

Toutes ces institutions réunies ont permis la réalisation d'un important programme social en matière de logement et d'assainissement

---

[52]Maison du parti, op.cit., P.23

Parmi les importantes réalisations exposées au cours du 2ème congrès national dans le cadre de logement des fonctionnaires, il y a lieu de mentionner :

> *«282 logements à Mutanga, 348 logements à Ngagara Q.6, 9 logements supplémentaires au Q.OUA, 158 logements à Gitega Q. Shatanya I. toutes ces constructions ont couté à l'Etat 2 200 330 667 Fbu »*[53].

Grâce à la SIP, la 2ème République a octroyé aux fonctionnaires des maisons en location-vente pour 20 ans. C'était une bonne politique mais à l'instar de Gitega et de Bujumbura, d'autres provinces n'avaient pas bénéficié de cette politique de construction de logement des fonctionnaires.

### II.3.3. Infrastructures routières

Le Burundi est un pays enclavé avec un relief accidenté. C'est dans ce cadre que le régime de la 2ème République avait mis beaucoup d'efforts dans ce domaine, car le développement économique serait aléatoire sans infrastructures routières convenables permettant notamment le désenclavement vers l'extérieur du pays, et encore la circulation intérieur des biens à travers toutes les régions du pays. Comme l'a précisé le président de la république dans son discours lors de la déclaration des objectifs du mouvement du 1er novembre 1976 :*« Nous continuerons à améliorer l'infrastructure routière et à créer des routes dans les régions où il n'y en a pas assez »*[54].

A part les voies urbaines de la capitale, seules les principales routes appelées « nationales »(RN) étaient goudronnées.

Le coût de leurs revêtements était extrêmement cher, car au prix de cette époque un Km revêtu coûte 35 à 40 millions de Fbu. Depuis 1979, le réseau routier ci-après a été asphalté :

---

[53]Secrétariat permanent du parti Uprona, op.cit., P.150
[54]Déclaration sur les objectifs du mouvement du premier novembre, P.23

- ✓ La route Kayanza –Kanyaru haut (RN1), 21 km, a coûté 560 millions de Fbu.
- ✓ La route Bujumbura-Mutambara-Nyanza - Lac (RN3), 121 km, a couté 3480 millions de Fbu
- ✓ La route Bujumbura-Rugombo (RN5), 66 km, a connu des retards parce qu'elle avait été mal construite et a dû être refaite en grande partie.Elle a coûté 1600 millions de Fbu
- ✓ La route Kayanza-Ngozi-Muyinga (RN6), 107 km a coûté 3560 millions de Fbu.
- ✓ La route Bujumbura-Source du Nil (RN7), 115 km, ici on n'a pas marqué le coût de cette route.
- ✓ La route Gitega-Gitega-Gihofi (RN8), 90 km, a coûté 2720 millions Fbu[55].

L'entretien de ces routes exigeait des fonds importants qui n'étaient pas toujours facile à réunir étant donné les programmes multiples que le gouvernement devrait réaliser. Mais beaucoup de travaux avaient pu être accomplis pour améliorer les routes du pays et répondre ainsi aux exigences du développement national.

Au cours de la 2ème République, les routes en terre ont été subdivisées en route d'intérêt général, en route provinciale ou secondaire ainsi qu'en route et pistes communales.

Nous constatons également avec J.E Bidou que le réseau des routes asphaltées se sont développées au cours de la 2ème République :

[55]Secrétariat permanent du parti Uprona, op.cit., P.145

*« A compter de 1978, cette action d'asphaltage s'accélère : ce sont successivement Kayanza –Muyinga, Bujumbura-Cibitoke-Ruhwa, Bujumbura-Nyanza Lac, Bujumbura-Ijenda-Source du Nil prolonge récemment jusqu'à l'axe Gitega-Rutana-Gihofi avec l'embranchement jusqu'à l'usine à sucre de la SOSUMO »*[56].

Nous pensons ici que la mise sur pied d'un réseau routier dense et bien entretenue sous la 2ème République répondait, d'une façon générale à un objectif considérable : la promotion d'un développement durable au niveau économique et social.

Par conséquent, son impact a été sensible au niveau du désenclavement de certaines régions de l'intérieur ainsi que celles de l'extérieur du pays. Des échanges des biens ont été facilités par les moyens de transport routier. Ainsi, des centres de négoces, des marchés, des boutiques,... embauchant de petites activités à la population, s'était développés sur le long de ces routes.

### II.4.L'Energie hydroélectrique et les mines

Le domaine de l'énergie et mines ont, dans beaucoup de pays une importance primordiale dans leur développement économique. Au Burundi, même aujourd'hui, ce secteur est à l'état embryonnaire. Au cours de la 2èmeRépublique, le gouvernement a mis beaucoup d'efforts dans ce domaine.

### II.4.1 .Energie et Eau

La politique du gouvernement de la 2ème République en matière de l'énergie et d'adduction de l'eau était axée sur la mise en valeur des ressources énergétiques nationales et la réduction de la dépendance extérieure en hydroélectricité.

---

[56]J.E. Bidou et alii, Géographie du Burundi, Paris, Hâtier, 1991, P.256

A l'instar des domaines précités, le secteur de l'énergie a bénéficié d'une attention particulière concrétisée par la planification des actions à entreprendre, l'élaboration d'une politique générale énergétique, la réalisation d'un bon nombre de projets. Il s'agit notamment de l'élargissement de la base actuelle de l'énergie classique disponible, la construction des centrales hydro-électrique et l'utilisation de nouvelles formes d'énergie. Selon le IVème plan quinquennal 1983-1987 la consommation d'énergie électrique par habitant est l'une des plus faibles du monde. Elle est de « *12KWH/habitant et par an. BUJUMBURA représente la quasi-totalité de la consommation. Le potentiel hydro-électrique exploitable est estimé à 300MW. La puissance déjà exploitée est d'environ 30MW* »[57].

Cela nous montre que l'Etat avait beaucoup à faire pour promouvoir ce domaine qui avait un rôle important dans le développement du pays.

Des organismes différents sont responsables de la distribution de l'énergie électrique, en milieu urbain et en milieu rural. Il s'agit entre autre de la REGIDESO (Régie de distribution d'eau et de l'électricité) et de DHR (Département de l'hydraulique de l'électrification rurale).

Ainsi d'importantes centrales hydroélectriques ont été créées sous la 2ème République à savoir : Rwegura (18.000Kw), Mugere (8.000Kw), la centrale interrégionale de RusiziII (26.000 Kw), Nyemanga (2.800 Kw), Ruvyironza (1.275Kw), Kayenzi (850kw), Gikonge (850Kw), Marangara (240kw), Buhiga (240Kw) et Butezi (240Kw) [58].

En conséquence, les industries agroalimentaires qui étaient priorisées par l'Etat ainsi que la zone rurale ont été électrifiées au cours de cette période.

---

[57]République du BURUNDI, Ministère à la présidence chargée du plan, IVème plan quinquennal de développement économique et social du BURUNDI 1983-1987, annexeII,p.13

[58] BUGAFIRO(P.),la politique étrangère de la 2ème République et son impact sur le développement socio-économique du Burundi (1976-1987), Bujumbura, U.B, 2004, p.91

Ainsi donc, de petites activités génératrices des revenus avaient vu le jour comme par exemple : l'installation des moulins, des salons de coiffures, des postes à souder, etc.

Par contre, après la 2ème République, aucune réalisation n'avait été faite en matière hydroélectrique. Les barrages hydroélectriques étaient conçus avec une capacité pouvant servir des villes et centres urbains encore moins développés à cette époque. En outre, avec l'accroissement démographique qui influence l'accroissement des villes, Ces barrages ne peuvent plus alimenter ces villes d'où les délestages.

### II.4.2. Le secteur minier

Le Gouvernement avait poursuivi inlassablement les objectifs fondamentaux du mouvement du 1er novembre 1976 qui recommandent l'intensification des recherches :

> *« L'intensification des activités centrés sur les recherches minières et prospection géologique est un témoignage éloquent de l'effort fourni par la seconde République »*[59].

Aussi l'établissement progressif de la carte géologique a été fait et s'est poursuivi par des travaux de levés géologiques sur le terrain, des études minéralogiques au laboratoire, de report sur fonds topographiques, impressions, etc.

## II.5. Industrie, Transport

### II.5.1. Industrie au Burundi

Afin de redresser l'économie du pays, la 2ème République s'était appuyée sur le développement de l'industrie. La déclaration sur les objectifs fondamentaux du mouvement du 1er novembre nous révèle ce qui suit en matière de l'industrialisation :

---

[59]IIème République, op.cit., P.64

*« L'industrialisation tient à cœur les nouveaux responsables, car le secteur de l'industrie devra contribuer au maximum à la création de nouveaux emplois. Notre souhait est de parvenir à créer des industries de transformation des produits locaux en priorité »*[60].

Certaines options avaient dû être prises pour permettre le développement du secteur industriel par exemple l'option agricole avait été priorisée compte tenu de son importance primordiale dans l'économie burundaise.

Selon le 1er congrès national du parti UPRONA :

*« En ce qui concerne le Burundi, l'industrie devra essayer de produire les biens qu'utilise le secteur primaire, dans l'agriculture , la pêche et les mines, produire les biens d'équipement qu'utilise le secteur tertiaire pour les différents services, produire en fin les biens de consommation de base et renouveler les biens de production du secteur lui-même »*[61].

De ce qui précède, nous remarquons que c'est la politique industrielle, dans une économie intégré de développement durable qui en général, doit être mise en avant en vue de redresser l'économie du pays. Grâce aux efforts déployés par la 2ème République, beaucoup de choses ont été réalisées en matière industrielle.

De 1979 à 1987, plusieurs unités industrielles ont été créées, d'autres ont connu des extensions. Nous pouvons compter parmi elles :

- ✓ Des industries alimentaire telles que : la minoterie de Muramvya, les deux usines à café de Bujumbura et de Gitega, l'extension de la Brasserie et limonadéries du Burundi (BRARUDI) et la construction de celle de Gitega, SOSUMO et une huilerie à Rumonge.
- ✓ Dans le domaine textile, nous pouvons citer le complexe textile de Bujumbura (COTEBU),

---

[60] Maison du parti, op.cit., P.21

[61] Comité central du parti Uprona, op.cit., P.166

- ✓ Pour l'industrie du bois et du papier, il y a eu création de l'usine des allumettes,
- ✓ Dans le secteur de l'industrie chimique, il y a lieu de mentionner TUBUPLASTIC, l'extension de la fabrication d'insecticide (FADI) et l'office national pharmaceutique (ONAPHA),
- ✓ Enfin, l'usine des carreaux en ciments et granito et l'extension d'ETERNIT illustre le cas des unités industrielle des matériaux verrerie du Burundi (VERRUNDI), et encore Burundi Tobacco company (BTC), rechapage des pneus (BANDAG), bouchons et couronnes (BURUCAP), témoigne des réalisations dans le domaine de l'industrie diverse[62].

Signalons que des effets positifs considérables avaient été enregistrés. Notons par exemple que le taux de chômage avait sensiblement diminué grâce à la création d'emploi comme nous le montrent les données chiffrées du 2ème congrès national du parti Uprona :

> « *Si on se limite aux effets remarquables, on retiendra d'abord l'emploi qui a bénéficié de 2478 postes permanent nouveaux entre les deux congres grâce au programme industriel réalisé. Il représente 3,1% de l'ensemble des emplois permanent recensés en 1982 dans le secteur industriel qui était au nombre de 78100* »[63].

Ces emplois étaient répartis entre toutes les branches industrielles avec une part prépondérante pour l'industrie textile et de cuir.

---

[62] BUGAFIRO (P.),op.cit, p.92-93
[63] Secrétariat permanent du parti Uprona, op.cit., P.136

**Tableau n° 10: la création d'emploi par branche industrielle**

| **Branche industrielle** | **Nombre d'emploi en 1984** |
|---|---|
| 1. industries agricoles | 110 |
| 2. industries alimentaires | 652 |
| 3. industries textiles et de cuir | 1100 |
| 4. industries du bois et du papier | 200 |
| 5. industries chimiques | 110 |
| 6. matériaux de construction | 83 |
| 7. industries diverses | 223 |
| **Total** | **2478** |

**Source** : secrétariat permanent du parti Uprona, P.134

La lecture de ce tableau nous montre que jusqu'en 1984,2478 emplois avaient été créés grâce à la promotion industrielle de cette période. L'industrie textile y occupait la place la plus importante avec 1100 emplois. Par contre, les matériaux de construction venaient en dernier lieu avec 83 emplois.

Nous remarquons que le décollage économique du Burundi et la promotion du bien-être de la nation ont été facilité par le fait que les élites du pays avaient compris la place de l'industrie dans le développement économique du pays.

Par conséquent, ces industries ont fourni plusieurs emplois à la population du pays.

En outre, certaines industries, qui étaient sous la 2ème République paraétatiques, sont aujourd'hui privatisées. Nous citons à titre d'exemple la Minotérie de Muramvya (MINOLACS aujourd'hui), COTEBU(Afritextile),...d'autres s'étaient fermées définitivement après la 2ème République comme : COGERCO, VERRUNDI, ONAPHA,...

Ces dernières fonctionnaient lentement vers la fin du régime Bagaza selon Etienne NDINDURWAHA à cause « *d'une réduction remarquable d'investissement de la B.M, du FMI dans ce domaine et d'approvisionnement en matières premières* »[64]

Notons qu'il y avait aussi un grand déséquilibre régional dans l'implantation de ces industries, ce qui avait engendré un développement non harmonieux sur tout le territoire du pays.

### II.5.2. Le transport

Dans le secteur de transport la deuxième République a compris qu'on ne peut pas promouvoir le commerce sans améliorer les moyens de transports :

> « *En matière de transport, le régime envisage de mettre sur pied au plus tôt une politique nationale favorisant un transport en commun convenable, des personnes ainsi qu'une politique favorable à notre économie pour le transport des marchandises sur terre et sur mer* »[65].

Avec la création de l'OTRABU en matière du transport routier, le transport des biens et des personnes a été facile. En plus le Lac Tanganyika restait avant la 2ème République un seul maillon de désenclavement.

En matière du transport aérien, l'Etat s'était intéressé à l'amélioration de l'infrastructure aéronautique et aéroportuaire.

Nous remarquons que le transport routier reste un moyen de communication indispensable depuis la 2ème République jusqu'aujourd'hui.

Par conséquent, ces moyens de transport avaient rendu facile le commerce tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. De ce faire, l'Etat a mis en place l'ONACO

---

[64] Témoignage d'Etienne NDINDURWAHA, Enseignant d'Histoire au lycée Gatara.
[65] Maison du parti, op.cit., P.23

pour rendre équitable la distribution des marchandises. Selon Gérard NDAYISENGA : *« la BRB nous octroyait des crédits pour promouvoir notre commerce »*[66].Ensuite, la 2ème République avait signé des accords commerciaux par coopération bilatérale et multilatérale en vue d'améliorer le commerce extérieur.

Nous constatons que le transport et le commerce des biens en général ont été un impact d'un réseau routier développé plus particulièrement sous la 2ème République.

Par contre le commerce du carburant à l'intérieur du pays avait remarquablement connu une hausse des prix de 1975-1986 à cette période comme le montre le tableau ci-dessous :

[66] Témoignage de Gérard NDAYISENGA, commerçant de Gitega a l'époque de la 2ème République.

**Tableau n°11: Evolution des prix en (en f/litre) des produits pétroliers à Bujumbura.**

| **Produits** | **Mois** | **Mai** | **juin** | **septembre** | **février** | **Octobre** | **Février** | **janvier** | **-** | **avril** | **décembre** | **-** | **février** |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | **Années** | **1975** | **1976** | **1977** | **1978** | **1979** | **1980** | **1981** | **1982** | **1983** | **1984** | **1985** | **1986** |
| Essence Super | | 24,90 | 28,50 | 31.29 | 53,17 | 74,50 | 75,60 | 107 | - | 80 | 100 | - | 100 |
| Essence Tourisme | | 23,60 | 27,50 | 29,58 | 51,93 | 67,00 | 71,20 | 85 | - | 80 | 95 | - | 95 |
| Pétrole ou Kérosène | | 19,70 | 20,50 | 25,47 | 45,06 | 59,30 | 65,00 | 68 | - | 68 | 85 | - | 85 |
| Gaz oïl | | 21,00 | 22,50 | 26,23 | 47,53 | 61,70 | 67,20 | 73 | - | 73 | 90 | - | 92 |

**Source** : IV$^{ème}$ Plan Quinquennal de Développement Economique et Social du Burundi, p.12

En lisant ce tableau, nous constatons que de 1975 à 1981, les prix du carburant avaient monté d'une façon extrême, cela est causé par la guerre Ougando-tanzanienne. Car le trajet du corridor Nord était devenu partiellement impraticable, alors que notre pays est enclavé. De 1983 à 1986, les Prix étaient en stagnation grâce à un retour d'un moment paisible.

Signalons qu'en peu partout dans le monde et au Burundi en particulier, la hausse des prix du carburant influence celle des autres biens indispensables à la vie de l'homme, et surtout à cause du coût élevé du transport de ces produits

Signalons qu'à côté de ces réalisations ci- haut mentionnées, le régime de la 2ème République avait essayé de réduire les inégalités sociales comme l'avait précisé le président de la République lors de la déclaration des objectifs du 1er novembre 1976 : *« la création d'une société où règne la justice sociale et ou sera bannie l'exploitation de l'homme par l'homme »*[67].C'est pour cette même raison que l'institution d'UBUGERERWA fut supprimée.

### II.6. L'impact de ces réalisations sur la vie socio-économiques du pays

La plupart de ces transformations ont eu un impact positif sur la vie socio-économique du Pays au cours et même après la 2ème République.

En effet, du point de vue infrastructures routières, l'impact est observable au niveau du désenclavement de certaines régions de l'intérieur du pays qui étaient enclavées avant le régime de la 2ème République. En plus, elles ont permis à l'amélioration des conditions de vie de la population rurale. Le dynamisme des transactions commerciales a été facile grâce à la promotion de l'infrastructure routière développée en grande partie par la 2ème République. Selon Maurice Wolkowitst :

> *« Le développement du système de transport élargit l'horizon des échanges dans une région. Il s'accompagne des mutations économiques : certains activités connaissent l'expansion en découvrant de nouveaux marchés, d'autres entrent en crise devant la concurrence des produits venus de l'extérieur »*[68].

Quand dit-on échanges ou circuits commerciaux, on ne passe pas outre les voies de communication. C'est pourquoi avec le développement des routes sous la 2ème République, la facilitation de l'échange des produits de la capitale vers

---

[67] Maison du parti, op.cit., p.5
[68] Wolkowitst (M.), Géographie des transports, Armand Colin, collection, U.P, 1973, p.63

l'intérieur et vice-versa est visible même jusqu'aujourd'hui. On observe aussi la naissance des agglomérations linéaires tout au long de ces routes.

Signalons que la communication avec l'extérieur avait été facilitée par le développement du réseau routier. Car, en général, ce dernier reste le principal réseau de désenclavement du pays vers l'extérieur.

Du point de vue hydroélectrique et industriel, des conséquences positives ont été enregistrées à savoir : l'électrification de certains centres urbains et villes secondaires, en plus certaines personnes en ont profité pour la création de petites activités (ouverture de salon de coiffure, installation des moulins, de studios, des secrétariats publics, ...) génératrices de revenus autres que l'agriculture.

Ainsi, cette volonté de construire des barrages hydroélectriques a eu comme conséquences positives l'électrification de la zone rurale et alimentation des industries agroalimentaires. Ces dernières ont contribué à la réduction du taux de chômage de la population environnante au cours de cette période. Elles constituent jusqu' aujourd'hui un marché d'écoulement de différents produits agricoles (café, thé, coton, blé, ...) pour cette même population. Cette dernière en tire aussi l'avantage de s'approvisionner en produits finis pour leur propre alimentation et pour celle du bétail.

Cependant, force est de constater que même si beaucoup de réalisations ont été accomplies dans tous les domaines de la vie économique du pays, tout n'avait pas été réalisé à 100%. Par exemple en matière d'infrastructure routière, certaines provinces étaient défavorisées, c'est le cas de Ruyigi et Cankuzo à l'Est et Karusi au centre. Les autres mieux desservies étaient au centre et au nord (Muramvya, Gitega, Kayanza et Ngozi) ainsi que celles de l'ouest (province de Bujumbura).

Dans le domaine industriel, il y avait un déséquilibre régional dans l'implantation des industries d'où un développement non harmonieux à travers

tout le pays. En plus à cause du manque d'investissement et d'approvisionnement en matières premières, certaines d'entre elles étaient fermées définitivement, d'autres avaient été privatisées d'où la réduction de la valeur monétaire en devises aujourd'hui.

Avec l'accroissement des villes, des barrages hydroélectriques construits sous la 2ème République ne répondent pas aux effets escomptés aujourd'hui d'où les délestages.

Notons que les conséquences des autres secteurs sur la vie socio-économique du pays sont inclues dans ces domaines en haut-mentionnées.

Bref, le 2ème chapitre nous révèle les réalisations socio-économiques entreprises par la 2ème République. Après un long parcours nous avons constaté que les objectifs (planifier et produire) du régime Bagaza avaient été atteints à un pourcentage non négligeable. Toutes les couches sociales sont unanimes jusqu'aujourd'hui que C'est au cours de la deuxième République que le pays a connu un développement socio-économique sans précédent. En plus on ne va pas ignorer un rôle important qu'ait joué l'investissement extérieur dans la promotion socio-économique du Burundi. Mais malheureusement le conflit Eglise-Etat avait détérioré considérablement les relations au sein et même à l'extérieur du pays comme on va le voir au chapitre suivant.

# CHAPITRE III : LE BURUNDI DANS LE CONCERT DES NATIONS VERS LA FIN DU REGIME BAGAZA

Au cours du chapitre précédent, nous avons montré que la 2ème République a enregistré un bilan positif des réalisations dans plusieurs secteurs de la vie du pays. Nous devons donc souligner d'emblée que c'est effectivement grâce à la coopération bilatérale et multilatérale et à l'adhésion aux organisations internationales les plus spécialisées comme la banque mondiale (B.M), le fond monétaire international (FMI), etc. que le Burundi a connu un redressement économique considérable.

## III.1. Le rôle de l'investissement extérieur dans le développement socio-économique du Burundi

Au cours du régime de la 2ème République, la part de l'investissement extérieur au développement du Burundi a été remarquable, en jouant un rôle d'appui et de complément aux efforts nationaux de mobilisation des ressources internes.

Donc, ces données chiffrées de la période 1979-1983 sont plus parlant et peuvent appuyer la dernière affirmation :

> « *L'ensemble du financement extérieur au cours de cette période a été de 40 milliard de Fbu réparti sous forme d'emprunts, dons et transferts* »[69].

A partir de ce qui précède, nous remarquons que l'apport de l'extérieur y occupait une place primordiale. Cette situation s'explique par le fait que la faiblesse du niveau de l'épargne intérieur a nécessité un recours au financement extérieur pour pouvoir réaliser un volume d'investissement susceptible de promouvoir et de maintenir le développement socio-économique du pays.

---

[69]Secrétariat national permanent du parti Uprona, op.cit., P.120.

Selon le deuxième congrès de 1984 :

> *« Pour la réalisation de différents projets de développement, l'Etat burundais a mobilisé des financements importants sous forme d'emprunts qui ont totalisé 23 milliards de Fbu entre 1979 et 1983 soit 57% de l'ensemble du financement extérieur »*[70].

Les secteurs qui ont bénéficiés de ces emprunts ont été principalement les routes et autres infrastructures, l'énergie et l'eau, le tourisme, l'industrie et le secteur rural.

Le même congrès nous précise que la valeur des dons a été de 17 milliards de Fbu durant cette même période[71]. Ils ont été essentiellement affectés au projet de communication, à l'agriculture, à la santé, à l'éducation et à l'habitat.

Signalons que les transformations socio-économiques diverses qui s'étaient opérées au cours de la 2ème République, avaient trouvé un écho favorable dans le monde entier.

Le tableau ci-dessous nous permet de voir combien le financement extérieur avait un rôle capital dans le développement socio-économique du pays.

---

[70]Secrétariat national permanent du parti Uprona, op.cit., p.121.
[71]Ibid.

**Tableau n° 12: Financement des investissements 1979-1983 (en millions de FBU)**

| Année | Investissement | Intérieur | | | | extérieur | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | BEI | Participation locale plus crédit bancaire plus fond propres | Total financement intérieur | % financement intérieur | Emprunts | Dons en capital | Total financement extérieur | % financement extérieur |
| 1979 | 10504,7 | 3654,4 | 660,5 | 4316,9 | 41,1 | 3448,8 | 2739,0 | 6187,8 | 58,9 |
| 1980 | 11493,5 | 3815,0 | 1521,3 | 5336,3 | 46,4 | 2888,6 | 3268,6 | 6157,2 | 53,6 |
| 1981 | 11830,9 | 4408,2 | 1420,3 | 5828,5 | 49,3 | 2328,6 | 3673,8 | 6002,4 | 50,7 |
| 1982 | 13355,4 | 3882,5 | 1465.7 | 5348,2 | 40,0 | 4386,4 | 3620,8 | 8007,2 | 60,0 |
| 1983 | 19173,2 | 3219,5 | 1876,4 | 5095,9 | 26,6 | 10160,2 | 3917,1 | 14077,3 | 73,4 |
| **Total** | **66357,7** | **18979,6** | **5478,5** | **25925,8** | **40,68** | **23212,6** | **17219,3** | **40431,9** | **59,32** |

**Source** : secrétariat permanent du parti Uprona, op.cit., p.123.

En lisant ce tableau, nous remarquons que le financement intérieur était extrêmement inferieur au financement extérieur respectivement 40,68% contre 59,32%.

A base de ces données chiffrées, nous pouvons affirmer que c'est en réalité le monde extérieur qui a joué un rôle capital dans la promotion du développement socio-économique du Burundi sous le régime de la deuxième République. Nous regrettons de n'avoir pas pu trouver les données chiffrées du financement des investissements pour la période 1984-1987. Nous pensons qu'elles ont diminué à cause de la dégradation des relations diplomatiques avec l'étranger qui a commencé à être visible dès 1984 et de son conflit avec l'Eglise. Mais signalons que le Burundi connaissait une économie extravertie comme toutes les économies des pays tiers monde.

### III.2. Conflit Eglise-Etat sous la deuxième République

A l'avènement de la 2ème République, l'Eglise contribuait au développement de certains secteurs de la vie socio-économique du Pays du Pays.

Outre l'évangélisation, qui demeura toujours son souci premier, l'Eglise avait tenu à participer à la promotion de la santé et de l'enseignement. En 1978, 45 formations médicales agrées était gérées par elle ainsi que 16 centres nutritionnelles. Quant à l'enseignement catholique, il représentait :

- 81% du primaire : (106000 élèves sur 130048)
- 74% du secondaire général : (4152 sur 6427)
- 63% du normal : (2006 sur 3148)
- 78% du pédagogique : (1511 sur 1930)
- 30% de technique : (282 sur 924)
- 100% du social: 62 étudiants[72].

Nous constatons que l'église catholique a beaucoup contribué dans l'enseignement et même dans le secteur sanitaire. Elle n'est pas absente de

[72]J. PERRAUDIN, Chronique de l'Eglise catholique au Burundi après l'indépendance, Editrice missionaria Italiana, Italie, 1996, p.83

l'université, à la fondation de laquelle elle avait pris une part prépondérante avant la mise en place du régime de la 2ème République.

### III.2.1. Les premiers contacts du président BAGAZA avec l'Eglise

Après le putsch militaire du 1er novembre, BAGAZA, président du conseil suprême de la révolution, invita les évêques, catholiques et protestants, a une audience pour leur expliquer directement comment le coup d'Etat, qui s'avérait nécessaire, s'était réalisé sans violence, dans le respect des vies humaines, de la tranquillité publique et de la justice :

> « *Le président, affirme Mgr. Makarakiza, nous assura que le nouveau régime garantit la liberté de culte et spécialement de la religion chrétienne qui est celle de la majorité des citoyens Burundais, et dont il apprécie la collaboration dans l'ordre du développement culturel et social. Il nous demanda d'intensifier cette collaboration. Il avait tenu à établir ce premier contact avec les évêques en se promettant de le renouveler plus tard avec plus de temps et plus de calme* »[73].

Cela montre que la 2ème République va nouer étroitement des relations avec l'Eglise, mais en vain. Car cette ferveur n'avait duré qu'un laps de temps.

Ainsi l'Eglise s'était montrée compétente dans le cadre de la bonne collaboration avec la 2ème République. Le premier contact avec les évêques s'était révélé positif, BAGAZA avait la réputation d'un homme assidu au travail. Devenu chef d'Etat, il contrôlait ses collaborateurs et subordonnés afin que chacun se montrât responsable à sa propre fonction. Il ne dédaignait même

[73] Jean PERRAUDIN, op.cit., p.84

pas de visiter les écoles. En particulier, il veillait à ce que chacun respecte l'horaire officiel : *« un peuple qui est à l'heure est un peuple qui avance »*[74].

Cela montre la vaillance du président de la République puisque il voulait faire travailler sa population en vue de redresser considérablement la vie socio-économique du pays qui en réalité, avait été négligée par le régime précédent.

Par contre, l'Etat ne tarda pas à considérer l'église comme « un Etat dans l'Etat ».

Dans une interview accordée à la revue protestante, en 1983 le président affirma : *« nous avons réduit l'influence de l'Eglise catholique et nous la réduirons encore plus »*[75].

Cela va aboutir à la prise des mesures violentes contre l'Eglise comme nous allons le voir.

### III.2.2 Les mesures prises contre l'Eglise

Afin de réduire progressivement l'influence de l'église, des mesures considérées comme sombres par le clergé et les chrétiens furent prises. Les années 1980 avaient constitué l'une des périodes les plus riches de l'Histoire du Burundi compte tenu de ce conflit.

#### a. Limitations des activités synodales

L'Eglise créa des communautés de base qui se réunissaient sur les collines ou encore dans les quartiers. Cette irruption de groupement à travers tout le pays ne constituait-elle-pas une concurrence aux réunions du parti unique et ne présentait-elle pas un danger de déviation politique ?[76], l'autorité publique redouta à ces réunions appelées « SAHWANYA » qui se tenaient aux domiciles

---

[74] Cite par J. PERRAUDIN, Témoignage d'un évêque, p.85
[75] Clémentine Carrai, Burundi: L'Eglise sous surveillance étatique, dans Revue Nouvelle, 1985, p.147
[76] J.PERRAUDIN, op.cit. , p.88.

des chrétiens dans les quartiers ou sur les collines. C'est dans cette perspective que l'Etat exigea que les rencontres se tinssent dans les locaux de la paroisse et des succursales. Les évêques réagirent en écrivant une lettre pour expliquer au président le sens de ces réunions, mais ce dernier répliqua farouchement : *« Le chef de l'Etat n'a pas besoins d'intermédiaires pour s'adresser à son peuple »*[77].

Le président maintenait les mesures prises. C'était un sérieux coup de frein aux projets épiscopaux car, comme l'a signalé l'Abbé Ntabona A. dans sa revue : *« le but du mouvement synodal était précisément d'incarner l'Eglise dans les milieux naturel de vie »*[78].

Ainsi, le journal catholique Ndongozi fut supprimé.il paraissait une fois les deux mois et était surtout répandu dans les milieux ruraux ou son influence était d'autant plus considérable qu'il ne rencontrait guère de concurrent[79]. Aussi de même les messes radiodiffusées avaient été abolies.

### a. Expulsion massive des missionnaires étrangers

C'est surtout en juin 1979 que se produisait l'expulsion massive des ouvriers apostoliques étrangers. On les accusait de trop se mêler à la population, de tourner des films subversifs. Dans son ouvrage, Herman HARAKANDI nous a précisé ce qui suit :

> *« A l'étonnement de tout le monde, les missionnaires sont accusés tout d'un coup d'avoir failli à leur mission d'apôtres. Ils avaient, parait-il semer la haine et la division dans la population. Une campagne de dénigrement contre les autorités ecclésiastiques est déclenchée à travers les mass-médias.*

---

[77]Harakandi (H.), "l'Eglise catholique et la 2ème République". Etre témoins de Jésus Christ, p.26-27
[78]Ntabona (A), « l'évolution de l'Eglise du Burundi les treize dernières années », in Au cœur de l'Afrique, 1989. p.199.
[79] Emmanuel Bizindavyi, ancien laïc de la paroisse Bukeye

*L'Eglise est tout d'un coup foudroyée. Elle se résigne au silence.*
*La population est en désarroi elle ne comprend plus »*[80].

Voici la liste des noms des missionnaires catholiques expulsés le 3 et 11 juin 1979 selon Jean PERRAUDIN dans son ouvrage :

Le 3 juin était renvoyés 8 prêtres et 1frère :

- 5 pères blancs : les PP Mugica, Poirier, Garces et le frèrePinna ;
- 3 xavériens : les PP Maule, Lanaro et Lieta :
- 2 prêtres Fideidonum : les abbés Cattoir er Salvoldi.

Huit jours plus tard quelques 50 prêtres, frères et sœurs devraient prendre l'avion :

- 19 pères Blanc : les Peres Louis Quintard, GuidoFabri, Piet Castelein, Léopold Desrochers, Ren Konings, Theo Neven (Bernard Paganelli), Jean Blockx, Harry Boonen, Leo Bombay, Hubert Roy, Michel Fortin, Jean Ginsbach, Léon Thomas, Maurice Duchenne, Charles Langevin, Bernard Baudin, Bernard Cavalli, et l'auteur de l'ouvrage Jean Perraudin ;
- 9 Fidelio de donum : les abbés Pessina, Papa R., BonelliCoeli, Fattor, Cabra, Arrigotti, Parets, Zanette, Zago ;
- 3 xavériens : les P.P. Zoni, Lanaro et Melani ;
- 2 carmes : les P.P. Kaputsa et Stasinsky ;
- 2 franciscains : les P.P. Berloffa et Massana ;
- 1 père de Schoenstatt : le P. Kisler ;
- 1 frère de l'Instruction chrétienne : Albert Coté;
- 3 religieuses : une Mariste, Sr Marisa ; une Dame de Marie, Sr Monique Boils ; une sœur de l'Union des F.D., Sr Bassein Roberta ;
- Enfin un laïc engage : Walter[81].

---

[80]H.Harakandi, op.cit, p.27.

Quelques représentants des missions protestantes complétaient le convoi. Ainsi plusieurs autres missionnaires furent renvoyés le 28 juillet de cette même année il s'agit entre autre : les pères blancs Henri Bazot et Camile Pairon, et encore en 1981, 11 Pères Xavériens furent encore invités à regagner leur pays d'origines[82].

Par conséquent, des fidèles de l'Eglise s'étaient inquiétés de ces mesures perpétuelles. Ils ne savaient plus quoi faire. Telles étaient leurs questions sans réponses: Que deviendrons-nous puisque nos prédicateurs sont remarquablement chassés ? Quel est l'avenir de notre Eglise ? Cela a suscité des découragements de la population chrétienne en matière de la spiritualité.

### b. Les mesures prises à l'encontre de la liberté de culte et démantèlement de l'enseignement catholique

Après une période de calme relatif, le régime de la 2ème République prit d'autres mesures contre l'Eglise pour réduire progressivement la liberté de culte au point d'obliger à l'inactivité les ouvriers apostoliques en dehors du week-end.

Nous citerons entre autre:

- ✓ Le 24 février 1984 parait un décret exigeant une permission préalable de 30 jours pour la tenue de toute réunion publique à caractère religieux
- ✓ Le 12 février 1985, les messes aux malades ne sont plus autorise en dehors des lieux de culte
- ✓ Le 7 mai 1985, une ordonnance stipule que les retraites pascales, les réunions de prières, les rencontre des mouvements d'action catholiques ne pourront plus se tenir que les après-midi et les dimanches. Et également une nouvelle règlementation précise que toutes les messes publiques seront célèbres à partir de 17h en semaine. Celles du matin sont interdites.

---

[81] J.PERRAUDIN, op.cit., p.90
[82] Clémentine Carrai, op.cit., p.147

- ✓ Le 17 avril 1986, les directeurs des 28 écoles secondaires animés par l'église sont demis collectivement de leur fonctions.
- ✓ Le 13 septembre 1986, suppression de l'institution des petits et moyens séminaires
- ✓ Le 1er et 4 octobre, suppression des centres d'éducation de base Yaga Mukama, des mouvements d'action catholique, des instituts catéchétique et des centres pastoraux.
- ✓ Le 13 janvier 1987, suppression total des activités des communautés de bases
- ✓ Le 5 janvier, éloignement du personnel religieux et suppression du cours de religion dans les écoles.
- ✓ Le 8 avril, fermeture de la cathédrale de Gitega ainsi que des églises de Gitongo et de Nyabiraba dans l'archidiocèse, et celle de Munanira au diocèse de Bujumbura.
- ✓ Le 5 juin, les messes publiques, sauf les offices funèbres à l'occasion des décès, sont supprimées pendant la semaine.
- ✓ Enfin le 6 août 1987, le ministère de l'intérieur réclame tous les journaux comptables ainsi que tous les documents attestant des mouvements de comptes[83].

A ces mesures, il faut en ajouter le refus de renouveler le visa de retour des missionnaires autant expulsés. Mais ce qui est étonnant, le régime de la 2ème République ne chassait pas les religieux des hôpitaux et des dispensaires. De cet effet, nous pensons qu'il n'y avait pas encore un effectif suffisant des fonctionnaires locaux dans ce domaine sanitaire.

[83] J.Perraudin, op.cit., p.92-93.

### III.2.3. Les réactions de l'église contre les mesures prises par la 2ème République

Dès le début de la 2ème République, *« la hiérarchie de l'église catholique n'a jamais accepté de s'inféoder au régime; tout en cherchant constamment et jusqu'au bout le dialogue »*[84].

En vue de mieux conserver sa liberté, elle repoussa même les propositions faites par le gouvernement de la 2ème République d'inscrire au budget de l'Etat la rémunération des prêtres.

Elle chercha constamment et jusqu'au bout le dialogue. Tel est le sens du communiqué de la conférence des évêques catholique du Burundi à l' occasion du 10ème anniversaire de la 2ème République.

#### a. La résistance des Evêques

La 2ème République proposa aux Evêques de s'inscrire au parti, mais certains comme Mgr. BUDUDIRA, Mgr. NDUHIRUBUSA le refusa catégoriquement. Quant au président de la conférence épiscopale, Mgr. Evariste NGOYAGOYE, il se montra toujours à la hauteur de sa tâche. Au cours d'une interview accordée au journaliste en mai 1987, le journal officiel « le Renouveau » en a donné un large compte rendu dans son numéro 2288 sous le titre « relation Eglise-Etat, Mgr. NGOYAGOYE face à la presse ».

Après avoir exposé le contenu de la lettre des évêques du 17 février 1987. Il y répondit avec beaucoup de souplesse et de prudence à la dernière question des journalistes [85] : « *D'après vous qu'elle est l'avenir de l'Eglise en ce pays ?* ». L'évêque répliqua : « *je suis croyant et entant que croyant je crois que l'avenir de l'Eglise est dans les mains de Dieu* ».

---

[84]A. Ntabona, op.cit., p.20.
[85]Cité par J.PERRAUDIN, renseignement fourni par Mgr NGOYAGOYE lui-même, p.106.

Telles sont les réactions de certains évêques de l'Eglise contre les mesures du régime de BAGAZA.

**b. Les Eglises-mères et les Eglise-sœurs**

Le Vatican réagissait contre la rupture incessante des relations Eglise-Etat, Jean Paul II témoignera de sa sympathie envers l'Eglise du Burundi, pasteur et fidèle, dans un long message adressé au président et aux membres de la conférence épiscopale le 10 novembre 1986. Il disait notamment selon Jean Perraudin :

> *« La difficile situation que traverse l'Eglise dans votre pays est un motif de profonde préoccupation et suscite en moi un désir de vous exprimer ma proximité spirituelle et de ne pas laisser cette chère communauté sans une parole de solidarité et d'encouragement »*[86].

Le Pape recommande ensuite la patience, le courage, la persévérance et surtout l'union.

**c. Les réactions du peuple Chrétien**

Sous le régime du président BAGAZA, les réactions du peuple chrétien au Burundi ont été aussi enregistrées, mais elles étaient latentes. Remarquons que ce courant anticlérical dont il était le chef comptait certainement un nombre non négligeable des Burundais qui suivaient le président à contre cœur.

En effet, comme l'avait noté l'abbé Adrien NTABONA dans son article, l'Eglise apparait comme un squelette de ce qu'elle a été :

*« Il ne restait, à la fin du régime, que la messe et la catéchèse dominicale ainsi que l'existence des institutions des diocèses et des congrégations religieuses »*[87].

---

[86] J.PERRAUDIN, op.cit., p.107
[87] A. Ntabona, op.cit., p.201

Certes les messes étaient encore bien fréquentées. Mais les diocèses et les congrégations religieuses, toute en jouissant d'une existence légale, étaient paralysés.

Ainsi la chrétienté diminua-t-elle en nombre ? A considérer les statistiques, nous remarquons une légère baisse du pourcentage des baptisés de 1977 à 1988. Tandis que les premiers font état de 63,57% de baptisés, les secondes n'en recense que 61,44%[88].

D'une manière générale, le régime de la 2ème République avait diminué progressivement l'influence de l'Eglise dans la société burundaise.

Ce conflit Eglise-Etat a atteint des dimensions tant nationales qu'internationales, d'où alors on pourrait affirmer qu'il est l'un des causes de la chute de la deuxième République. Dans la série« Média-Mémoire-Histoire » lors d'une émission télévisée en 2015, BAGAZA affirme sans nier catégoriquement ce qui suit : *« Quand il y a un malaise dans la société, des gens mal intentionnés peuvent en profiter »*[89].

De ce qui précède, nous constatons que le président lui-même a reconnu sa défaite après 18 ans de sa chute.

Quelles sont les conséquences de ce conflit ?

Il y avait eu des traumatismes de la population burundaise à majorité catholique qui ne savait plus quoi faire en matière de la spiritualité.

Incertitude de rendement pour la population chrétienne, que deviendrons-nous alors que notre paroisse est fermée, que deviennent nos succursales et nos prédicateurs locaux.

---

[88] A. Ntabona, op.cit., p.214

[89] NGABIRE Elysée, Politique, grand débat-les années BAGAZA/réflexion, critique sur un homme et son œuvre.

Cette erreur a provoqué les mouvements de prières clandestins (inama sahwanya) dans leurs propres maisons d'où la naissance des mouvements politiques contestateurs qui vont susciter une volonté latente de changement de régime.

Enfin l'Amnesty International déplora les abus de l'Etat envers tout opposant du régime, cela avait provoqué des mauvaises relations diplomatiques du régime de la 2ème République avec l'extérieur au niveau bilatéral et multilatéral.

### III.3.Relations diplomatiques avec l'extérieur vers la fin du régime

Des relations avec l'extérieur se détérioraient, au fur et à mesure que l'Amnesty International et d'autres acteurs de la société civile condamnant l'Etat aux violences des droits de l'homme comme par exemple des emprisonnements arbitraires et de son ambition de gérer seul le pays sans aucune autre concurrence de pouvoir. Quelles étaient alors les relations de BAGAZA avec ses pays voisins vers la fin de son régime?

#### III.3.1.Relations bilatérales

Avec la Tanzanie, les relations furent normale jusqu'au jour où les jeunes « Hutu » des écoles secondaires et notamment ceux de Rusengo s'enfuirent en masse en Tanzanie, craignant, disaient-ils, les menaces de leurs collègues « tutsis »[90] .En réaction, les Tanzaniens expulsèrent les réfugiés burundais qui avaient fui le pays des dizaines d'années.

Le Burundi accusait la Tanzanie d'être le bailleur du parti de libération du peuple HUTU. Tout cela marque la dégradation du partenariat avec la Tanzanie.

Ensuite avec le Zaïre, des relations se détériorèrent entre ces deux pays voisins selon Marc MANIRAKIZA :

---

[90] MANIRAKIZA (M.), BURUNDI, la déviance d'un pouvoir solitaire de régime de BAGAZA (1976-1987), paris /Bruxelles, p.99

> *« Le sort d'un petit lopin de terre burundais faillit provoquer une confrontation armée entre les deux pays »*[91].

C'est surtout l'expulsion massive de 1985 par le Burundi des zaïrois installés des décennies dans la plaine de la Rusizi qui aggravera la dégradation des relations burundo-zairoises.

Enfin avec le Rwanda les relations n'ont jamais été cordiales, car selon le même auteur :

> *« BAGAZA soupçonnant Kigali d'abriter les Hutu hostiles à sa politique. Les relations entre les deux pays se tendirent lorsque l'ambassadeur rwandais à Bujumbura, monsieur Symphorien NTEZIRIZAZA, qui réclamait le droit de propriété de sa résidence officielle, fut obligé de fuir le Burundi avec sa famille, après que BAGAZA eut décidé de faire couper l'eau et l'électricité et d'ordonner à ses militaires d'entrer dans la propriété de la résidence, en flagrance violation de la convention de Vienne »*[92].

Ensuite des relations avec l'Allemagne, la France et la Belgique se sont remarquablement détériorées vers la fin du régime Bagaza. Cela avait provoqué des crises budgétaires car l'économie burundaise était alimentée par les fonds en provenance de l'extérieur.

Par contre, le régime de la 2ème République entretint de bons rapports avec les pays de l'ancien bloc de l'Est comme la Roumanie, Corée du nord, Cuba et Lybie qui avaient octroyé au pays des investissements importants dans le redressement du secteur socio-économique du pays, ainsi que la Chine qui avait

---

[91]MANIRAKIZA(M.), op.cit.P.100
[92]Ibid.

investi dans l'industrie textile et dans la construction et la maintenance des routes.

### III.3.2.Relation multilatérale

Afin de faire face aux violations des droits de l'homme vers la fin de la 2ème République, la diaspora faisait appel aux sphères susceptibles d'opérer une pression sur les dirigeants burundais. Ses cibles étaient :

> *« Les sphères politiques de l'Union Européenne, les membres du parlement européen et le commissaire européen chargé des relations Nord-Sud, les sphères politiques de Belgique, de France et d'Allemagne, des groupes de pression tels que la ligne des droits de l'homme, Amnesty international, les syndicats et le grand public en général. Ce mouvement fut discret et efficace »*[93].

Notons aussi que les relations entre l'ONU, le BENELUX, et les autres organisations régionales et internationales déplorèrent les abus du pouvoir Bagaza afin d'attirer l'attention aux membres de son parti et son entourage politique sur les graves violations des droits de l'homme au Burundi.

Signalons que la 2ème République avait adopté une politique de non-alignement lors du conflit entre deux blocs (capitaliste et socialiste).

### III.4.Le déclin du régime BAGAZA

Comme nous l'avons mentionné au cours du deuxième chapitre, le régime de la 2ème République a réalisé pas mal de choses dans le domaine socio-économique. Tout ça grâce à la vaillance du président de la République qui s'occupait à faire travailler la population. Cela se remarque dans la déclaration sur les objectifs fondamentaux du mouvement du 1er Novembre :

---

[93]MANIRAKIZA (M.), op.cit., p.105

> « *Notre programme économique reposera sur les principes fondamentaux que sont la production et la planification* »[94].

Ainsi cette production socio- économique extrêmement visible au cours de la deuxième République, marque les beaux vieux temps des années glorieuses de l'économie burundaise.

Beaucoup de gens peuvent penser que le régime de la deuxième République était totalement paisible et prospère et qu'en faisant un travail de recherche sur cette époque, on ne ferait que des louanges. Cela est vrai d'un côté des transformations socio-économique, mais de l'autre il faut reconnaitre que ce fut une période de l'autoritarisme dur ou encore riche en péripéties.

L'une des faits qui ont beaucoup souillé le régime de la 2ème République et son conflit avec l'Eglise, ou du moins la persécution de cette dernière. Comme nous l'avons montré en détail dans les pages précédentes.

Le conflit Eglise-Etat qui surgit rapidement du régime de la deuxième République s'intensifiera jusqu'à la chute du Président Bagaza. Ce conflit qui, au départ, avait pris des dimensions nationales dégénèrera en conflit international suite au soutien apporté par des différentes Eglises Catholiques du monde à celle du Burundi. Plusieurs stratégies seront prises comme le souligne Adrien NTABONA en ces termes :

> « *L'Eglise universelle a beaucoup soutenu L'Eglise du Burundi par des messages, des campagnes des prières, des articles de journaux* »[95].

Dans sa volonté de moderniser le pays, le régime de la 2ème République voyait dans l'Eglise son contre-pouvoir farouche.

---

[94] Déclaration des objectifs sur le mouvement du 1er novembre, p. 18
[95] .NTABONA (A.), op.cit, P.203

Dans son interview, accordée en Allemagne le 1er octobre 1983, le Président Bagaza rappelant que, tout en respectant les croyances, son gouvernement voulait *« Limiter l'influence de l'Eglise et supprimer ses privilèges »*[96] .

Ainsi donc, L'Etat avait pris des mesures lourdes à l'encontre de cette vieille institution religieuse.

En plus, l'Amnesty international déplorait les abus du régime tels que les emprisonnements arbitraires de certains hommes de son entourage politique et de certains membres du clergé considérés comme suspects. Cela avait créé un climat malsain à travers tout le pays, selon Charles KABUNYOMA :

> *« D'un côté chez la population chrétienne, Le mécontentement s'amplifiait, de l'autre des militaires étaient fâché suite à la mesure de retraite anticipée prise par le président BAGAZA »*[97],

Enfin de compte, de multiples facteurs ont été soupçonnés comme cause de la chute du régime de Bagaza, mais le conflit Eglise-Etat vient en tête comme le confirme J.P Chrétien en ses approches :

> *« Les motifs qui ont porté au pouvoir l'équipe mené par le major Pierre BUYOYA sont assurément multiples, mais le conflit politico-religieux était paru, surtout vu à l'étranger, comme le signe le plus tangible de la dégradation de la 2ème République fondée en 1976 »*[98].

Nous n'avons pas surtout ignoré les pratiques de l'Etat africain et de sa logique de fonctionnement à savoir : l'arbitraire, la corruption, le clientélisme, le népotisme, le tribalisme ou l'ethnisme, le régionalisme et le prébandisme[99].

---

[96] J.P Chrétien, Burundi, Histoire retrouvée, Paris, 1ère République, Karthala, p.463
[97] KABUNYOMA Charles, ancien Maire de la ville de BUJUMBURA sous la 1ère République
[98] J.P Chrétien, op.cit., p.469
[99] MEDARD (J.F.), « Etat patrimonialisé » in Politique africaine, n039, Paris, Karthala, 1990, p.33

Le 3 Septembre 1987, un coup d'Etat militaire mit à la tête du pays le major Pierre BUYOYA, et mit fin à ce régime de BAGAZA qui avait, sans nul doute, réalisé pas mal de choses visibles même aujourd'hui sur le plan socio-économique du pays.

## CONCLUSION GENERALE

Comme nous l'avons mentionné dans l'introduction générale, la deuxième République n'avait duré que presque onze ans, c'est-à-dire du 1er novembre 1976 au 3 septembre 1987.Elle était issue d'un coup d'Etat militaire comme la 1ère République. A sa proclamation, la constitution de 1974 est suspendue. Dans la phase dite de transition, le pouvoir exécutif et le législatif étaient confiés au Président de la République, dont les actes étaient pris par Décret-loi et Décret après délibération en conseil des ministres.

Après un long détail, nous avons remarqué que la vie du régime de la deuxième République avait été caractérisée par deux mouvements manifestement contradictoire à savoir un mouvement de renouveau national et un mouvement de gestion autoritaire du pays.

Le mouvement de renouveau national va jusque vers 1982. Au cours de cette période, un processus de démocratisation avait vu le jour.

En effet, dès les premières années de la deuxième République, les nouveaux dirigeants déployaient des efforts remarquables de redressement de l'Etat et de l'assainissement de la situation politique, économique et sociale du pays. Des projets de développement économique étaient initiés et des entreprises publiques et parapubliques avaient été créées. Bien plus le régime n'essayait que de restaurer la paix et la justice sociale notamment en associant tous les Burundais, en supprimant l'institution d'UBUGERERWA.

En plus, à la fin de la même période, une nouvelle constitution était promulguée en novembre 1981 et était suivie la mise en place des institutions d'allures démocratiques dont l'Assemblée Nationale. La constitution prévoyait la séparation des trois pouvoirs avec une prééminence du président de la République. En particulier, celui-ci pouvait dissoudre l'Assemblée Nationale alors que cette dernière ne pouvait pas censurer le gouvernement.

Néanmoins, la période de la gestion autoritaire de la vie nationale du pays était devenue manifeste à partir de 1982, mais dès 1979-1980, nous avons observé des signes évidents de dérapage.

En effet, alors que le régime de la deuxième République avait renoué avec le peuple burundais par des différentes transformations socio-économiques extrêmement remarquables, il ne tarda pas à dévier au point que le pouvoir trouva accaparé par une petite classe dirigeante de personnes à la tête de laquelle se trouvait le président de la République. Cette classe s'était enfoncée dans l'affairisme, les divisions à caractère ethniques, régionales ou claniques. Les droits de l'homme avaient été proclamés par la constitution, mais ne seraient pas toujours respectés.

Enfin de compte, le conflit Eglise-Etat avait atteint ses dimensions considérables notamment par des entraves mises à la liberté du culte.

Bref, nous avons traité un sujet très vaste raison pour laquelle nous n'avons pas pu parvenir à épuiser notre sujet comme nous le souhaitons avant la recherche.

Pour ce faire, cette question reste pendante, nous faisons appel à tout autre futur chercheur de nous compléter.

## BIBLIOGRAPHIE

### A.OUVRAGES GENERAUX


1. BAYARD (J.F.), *l'Etat en Afrique*, Paris, Fayard, 1989.
2. BIDOU (J.E.) et alii, *Géographie du Burundi*, Paris, Hâtier, 1991
3. CHRETIEN (J.P.), et DUPAQUIER (J.F.), BURUNDI 1972 : *Au bord des génocides*, Paris, Karthala, 2007.
4. CLEMENTINE (C.), Burundi: *l'Eglise sous surveillance étatique*, dans Revue Nouvelle, 1985
5. GAHAMA (J.), *le BURUNDI sous l'administration belge*, Paris, Karthala, 1980.
6. GUICHOUA A. (dir.), *l'Afrique des Grands Lacs*, Paris, P.U.F, 1986
7. HARAKANDI (H.), "*L'Eglise catholique et la 2ème République*". Etre témoins de Jésus Christ, s.l.n.d.
8. LANCINE (S.), *Tribalisme et Parti unique en Afrique noire*, Abidjan, P.F.N.S.P, 1977.
9. MANIRAKIZA (M.), *BURUNDI : La déviance d'un pouvoir solitaire de régime Bagaza (1976-1987),* Paris/Bruxelles, s .d.
10. MANIRAKIZA (M.), *De la Révolution au Régionalisme* : 1966-1976, le mât de misaine, Paris, Bruxelles, s.d
11. MEDARD (J.F.), « *Etat patrimonialisé* »in Politique africaine, n039, Paris, Karthala, 1990.
12. MUKURI(M.), *Dictionnaire chronologique du BURUNDI, vol.2 :1966-1993, l'ère des coups d'Etat,* Bujumbura, UB, 2013.
13. NGAYIMPENDA(E.), *Histoire du conflit ethnico-burundais. Les premières marches du calvaire (1960-1973*), édition de la renaissance, Bujumbura-Burundi, s.d.
14. PERRAUDIN (J.), *Chronique de l'Eglise catholique au Burundi après l'indépendance,* Editrice Missionaria Italiana, Italie, 1996.

15.Sous la dir. de CHRETIEN (J.P.), CLAUDETTE (H.P.), PRUNIER (G.) et alii, *l'invention religieuse en Afrique Histoire et Religion en Afrique noire*, Paris, Karthala, 1993.

**B. Thèses et Mémoires**

1. BANYANKANZI (Christophe), *Evolution générale de la relation religion-pouvoir politique au Burundi : De la fin du 19ème siècle à l'an 2000*, Bujumbura, mémoire, UB, 2008.
2. BUGAFIRO (P.),*La politique étrangère de la 2ème République et son impact sur le développement socio- économique du Burundi* (1976-1987), Bujumbura, Mémoire, UB, 2004.
3. GATUTU (E.), *Les élites politiques gouvernementales au Burundi : Identification et rapports au système politique* (1972-1987), Bujumbura, Mémoire, UB, 2005.
4. MACUMI (E.), *Analyse comparative des élections présidentielles sous le régime du parti unique(1984) et à l'ère du multipartisme*, Bujumbura, Mémoire, UB, 2004.
5. NAYISHIMIYE (P.), *Les élites politiques et administratives du Burundi post colonial : Réflexions interprétatives des crises à partir de la capacité des acteurs* (1962-1972), Bujumbura, UB, Mémoire, 2001.
6. NDAYISHIMIYE (P.), *Expérience parlementaire au Burundi sous la 2ème République*, Bujumbura, Mémoire, UB, 1990.
7. NTIBINONOYE (L.), *La coopération internationale et son impact sur le développement économique du Burundi*, Bujumbura, Mémoire, UB, 1986.

**C. Documents officiels**

1. *Bulletin officiel du Burundi* (B.O.B), 1976, 1977, 1978,1979, 1980,...1987.
2. REPUBLIQUE BURUNDI, MINISTERE DES FINANCES, *plan comptable National du Burundi*, Bujumbura, s.d.

3. REPUBLIQUE D BURUNDI, II$^{ème}$REPUBLIQUE, *Respects des engagements*, 1984.
4. REPUBLIQUE DU BURUNDI, *comité central du parti UPRONA actes du premier congrès National du parti UPRONA*, Bujumbura, 1980.
5. REPUBLIQUE DU BURUNDI, COMMISSION CONSTITUTIONNELLE, *Rapport sur la démocratisation des institutions et de la vie politique au Burundi*, Bujumbura, Aout 1991
6. REPUBLIQUE DU BURUNDI, *Constitution de la République du Burundi promulguée le 20 novembre 1981.*
7. REPUBLIQUE DU BURUNDI, MAISON DU PARTI UPRONA, *pourquoi le changement ?* s.l.n.d.
8. REPUBLIQUE DU BURUNDI, MINISTERE A LA PRESIDENCE CHARGE DU PLAN, *IV$^{ème}$ plan quinquennal de développement économique et social du Burundi*, 1983-1987, Annexe II et III.
9. REPUBLIQUE DU BURUNDI, MINISTERE DE L, INFORMATION, DIRECTION GENERALE DES PUBLICATION DE PRESSE BURUNDAISE, *Discours du président BAGAZA*, Bujumbura, 1983.
10. REPUBLIQUE DU BURUNDI, MINISTERE DE L'INFORMATION, *Annuaire des actes officiels importants*, Bujumbura, 1986.
11. REPUBLIQUE DU BURUNDI, MINISTERE DE L'INFORMATION, *Déplacement officiels*, Bujumbura, 1985.
12. REPUBLIQUE DU BURUNDI, PREMIER MINISTRE ET MINISTRE DU PLAN, *programme gouvernemental de Redressement National*, Bujumbura, Décembre 1977
13. REPUBLIQUE DU BURUNDI, SECRETARIAT NATIONAL PERMANENT DU PARTI UPRONA, *Actes du deuxième congrès national du parti UPRONA*, Bujumbura, 1985.

## D. AUTRES DOCUMENTS

1. *Quelques éléments pour le débat parallèle et complémentaire sur la démocratie*, THEME II, III et IV. s.l.n.d.
2. *Quelques éléments pour le débat parallèle et complémentaire sur la démocratie*, THEMEV : *La gestion politique du Burundi* : Quelle expérience démocratique au Burundi ; s.l.n.d

## E.COURS

1. NDUWAYO(J.M), *Histoire du Burundi*, cours en Histoire, deuxième candidature, année académique 2011-2012.
2. NIMUBONA (J.), *Régimes politiques africains*, cours en Histoire, 2ème licence E&R, année académique 2013-2014.

## F. Articles et Revues

1. NTABONA (A.), *l'évolution de l'Eglise du Burundi les treize dernières années*, in A.C.A, 1989.

2. *Le Renouveau du Burundi* N° 1583 du 16 Août 1984.

3. *Le Renouveau du Burundi* N° 1584 du 17Août 1984.

**J. Sources Orales**

| Nom et Prénom | Quartier/Colline De résidence | Commune d'origine | Fonction | Age |
|---|---|---|---|---|
| 1.Charles Kabunyoma | Swahili | Muramvya | Ancien Maire de la ville de Bujumbura sous la 1ère République | 85 ans |
| 2. Emmanuel Bizindavyi | Rweteto | Bukeye | Laïc de la paroisse Bukeye | 74 ans |
| 3.Joseph Nzikobanyanka | Butaganza | Butaganzwa | cultivateur | 67 ans |
| 4.Etienne Ndindurwaha | Bugarama | Bugendana | Enseignant (Historien de formation) | 61 ans |
| 5. Gabriel Ndorere | Musigati | Bukeye | Agent du projet Kibira | 74 ans |
| 6.Gérard Ndayisenga | Nyamugari | Gitega | Commerçant | 60 ans |

**Annexe**

**Quelques discours du président Bagaza au cours de son exercice du pouvoir.**

DECLARATION DU PRESIDENT DU CONSEIL SUPREME REVOLUTIONNNAIRE

PEUPLE BURUNDAIS ;

Ce Lundi 1er Novembre, les forces armées burundaises ont décidé de prendre en mains les destinées du pays. L'opération n'a nécessite aucune goutte de sang et a été motivé par un certain nombre de raisons bien connues du peuple murundi.

Face à l'appropriation par une seule personne de tous les pouvoirs de l'Etat et du parti, face au blocage de toutes les institutions dû à la naissance d'une nouvelle monarchie à l'image de celle destituée le 28 novembre 1966, face au dénigrement du parti UPRONA dont les organes étaient devenus des ensembles folkloriques qu'on réunisse dans les conditions les plus fantaisistes en contradictions fragrante avec la charte du Parti ; face au manque de lucidité devant les problèmes politiques réels du pays ; face aux conséquences d'une politique économique incohérente favorisant particulièrement la croissance d'une classe de fonctionnaire et de privés tant nationaux qu'étrangers rompus aux techniques de la spéculation, de la corruption et de la fraude ; au détriment des paysans et ouvriers de notre pays ; les forces armées burundaise n'avaient plus d'autres choix ; elle devrait prendre leurs responsabilités.

Un homme, fût-il exceptionnel, ne pouvait pas assumer convenablement les innombrables responsabilités que s'était assigné l'excès président MICOMBERO. Tous les pouvoirs tant au sein de l'Etat qu'au sein du parti étaient entre ces mains. Alors qu'il était préoccupé par de petit souci, le temps de s'occuper de grands problèmes lui faisait défaut.

Dans ces conditions, il lui était impossible d'assumer la principale tâche qui était celle de concevoir, de coordonner, de contrôler et éventuellement d'arbitrer.

C'est ainsi que certains Ministres se sont érigés à roitelets et que les différentes équipes ministérielles ont perdu le moindre sens de solidarité gouvernementale ainsi que tout crédit au sein de la population.

De même que du temps de la monarchie décadente, les plus grands courtisans sont devenus les grands hommes de la République, l'intrigue étant devenu le moyen quasi unique d'une quelconque ascension dans les affaires de l'Etat. La compétence, le travail et l'honnêteté n'avaient plus bonne presse dans ces clubs organisés non pas pour le travail mais pour la fête permanente.

Dans cette ambiance, la légalité n'était pas une grande préoccupation. La constitution de la République à peine promulguée, a subi régulièrement par des entorses avant de passer dans l'oubli. Des méthodes féodales et machiavéliques ont été utilisées dans la direction du pays au point que même l'élaboration et la promulgation des lois ont suivi depuis quelques temps les chemins tortueux de l'intrigue.

Militants et Militantes de l'UPRONA,

Nous ne vous apprenons rien de nouveau si nous vous disons que le parti UPRONA a été démobilisé, dénigré et je dirais même violé. Les responsables de ce parti n'avaient aucune notion sur la ligne politique à imprimer au parti, sur le programme des activités devant être menées par les Upronistes.

Seules des réunions démagogiques, sans programme et ne pouvant apporter aucune solution aux problèmes du peuple étaient tenues d'une manière d'ailleurs anarchique.

Le congrès du parti qui était prévu le 14 novembre 1976 n'avait été convoqué que pour masquer leurs innombrables erreurs, pour tromper et violer notre

peuple militant et pour faire passer des résolutions tendant à sauvegarder les intérêts de certains dirigeants irresponsables. La composition du congrès constituait un défi lancé contre notre peuple parce que ce dernier ne peut pas vraiment représenté. Certaines personnes étaient les délégués de leurs capitaux étrangers au lieu d'être les représentants des travailleurs.

Le parti UPRONA sans vie politique, sans programme et sans idéologie s'acheminait vers une mort certaine.

Quant à la jeunesse en générale, la jeunesse RWAGASORE en particulier, elle était réduite au silence. Elle a était muselée, démobilisée et paralysée.

Au lieu de la rendre consciente de l'avenir et de la faire participer à la construction du pays, elle était rendue inconsciente et assistait en spectatrice, mais non sans amertume, à la débâcle de notre société, à la décadence lente mais sûre du régime du 28 Novembre 1966.

Les jeunes n'avaient plus le droit d'exprimer leurs souhaits car la machine de la répression était tout le temps en marche.

Les jeunes n'avaient plus le droit aux initiatives parce qu'on voulait qu'ils suivent comme des robots les directives antirévolutionnaires et dictées par des éléments d'une moralité politique fort douteuse.

L'Union des Travailleurs du Burundi était au service des responsables du parti pour endormir les travailleurs au lieu de défendre les intérêts légitimes des travailleurs contre les exploitations et les injustices de tout genre.

Les activités du comité central de l'UTB et des sections professionnelles sont devenues illusoires si pas inexistantes. En réalité, l'U.T.B n'existe que de nom et n'a pas rempli la mission que les travailleurs du Burundi attendaient d'elle.

Nous ne souhaitons pas nous étendre sur l'Union des femmes du Burundi dont le rôle est devenu uniquement folklorique. Au de s'occuper de la conscientisation

du changement de la mentalité et de la promotion de la femme MURUNDIKAZI, les responsables du parti en ont fait une sorte de décors lors des manifestations publiques pour chanter les louanges des dirigeants qui se souciaient très peu de leurs sort.

Les travaux communautaires qui devraient mobilisés toutes les militantes et tous les militants pour la construction de la notion ont été détournés de leur objectif premier. Le semeur n'était plus le moissonneur.

Mes chers compatriotes,

Une telle confusion dans les organes de l'Etat et du parti à entrainer une confusion dans l'exécution des lois et les responsables ne sachant plus de quoi ils étaient responsables se sont ordonnés à la politique politicienne de l'intrigue, des ragots et des commérages et les vrais problèmes auxquels la notion était confrontée sont restés sans études et sans solutions.

Alors que des promesses étaient chaque fois faites à l'occasion des différentes fêtes nationales ou l'excès chef de l'Etat s'adressait aux peuples burundais rien n'est venu soulager son peuple qui, le 28 novembre 1966 avait cru mettre fin à jamais à une exploitation séculaire symbolisée par une monarchie qui ignorait tout jusqu'au vraies frontières du pays. Après le 28 Novembre 1966, l'effet de surprise passé, c'est le désenchantement et après c'est la résignation. Ni la démocratisation des institutions ni la purification des mœurs politiques promises n'ont connu aucun début d'études ou d'exécution. La conséquence normale de cet état de chose était le retour au passé avec la bénédiction des tenants du pouvoir monarchique qui attendait des changements radicaux dans tous les domaines n'a vu qu'un foisonnement des fonctionnaires véreux qui l'exploitaient sans scrupules profitant de la confusion aux sommets de la hiérarchie. Cette confusion et ce laisser aller aux niveaux des institutions se retrouvent dans le domaine économique et social. Aucune politique claire en

matière économique et sociale n'a jamais été défini, le pays a été abandonné à lui-même, et l'anachronique principe du laisser- faire, du laisser- aller, du siècle dernier a été la seule loi connue pour favoriser le développement économique et social d'un pays à ressources limitées, et qui avait besoin pourtant des planificateurs compétents pour opérer des choix et des orientations à long terme. Du chaos, il nait toujours quelque chose, et du chaos politico-économique que le pays a connu, il est né une classe de fonctionnaires ou de privés tant nationaux qu'étrangers qui ont exploité impunément les paysans et les ouvriers, et qui dilapidaient les fonds de l'Etat et souvent en bénéficient de la complicité de ceux-là même qui était chargé de la gestion saine des biens de la patrie.

Cette formation des classes sociales n'a pas manqué de remettre en question l'unité populaire, la pérennité et la cohésion de la nation. Quoi de plus normal alors qu'après dix ans de pouvoirs sans partagés, on se trouve devant la triste réalité ; tout est à faire et à refaire dans le seul intérêt du peuple Burundais.

Peuple Burundais,

Nous assistons donc à une sclérose quasiment totale de toutes les institutions appelées à diriger le pays aussi bien au niveau du parti qu'au niveau du gouvernement.

Devant cette situation, il devenait plus qu'urgent de faire quelque chose pour sauver le pays de la ruine.

Et qui pouvait opérer ce changement ?

Les différents gouvernements qui se sont succédé n'ont fait que s'enliser. L'ex-président MICOMBERO était fatigué et ne pouvait plus assumer ses responsabilités.

Or, seul un corps organisé et sain composé d'éléments à l'abri des scléroses et décidé d'aller au sacrifice de la vie pour le pays pouvait relever le défi. Cela

devenait donc pour les forces armées non pas seulement une nécessité mais un devoir d'agir, et d'agir rapidement,

Car en effet reculer devant une telle situation aurait été un acte de défaillance vis-à-vis de leur responsabilité et vis-à-vis du peuple Burundais devant lequel elles sont juré de ne jamais trahir.

Dans cette entreprise nationale, les forces armées n'ont été poussées par aucun intérêt matériel, mais seulement par leur foi dans la nation burundaise. Nous demandons à tout murundi qui aime son pays de nous aider dans cette lourde et noble tâche de conduire la nation vers une société juste et démocratique ou sera aboli l'exploitation de l'homme. Nous devons opérer des métamorphoses dans notre mentalité pour répudier la mentalité féodale et bourgeoise qui ont ankylosé notre société.

Celle la révolution à travers une collecte application de ses principes pratique et de ses méthodes populaire et humaine peut nous permettre de nous élever au-dessus de toutes les considérations tribales, régionales, religieuses et d'autres bas sentiments.

Notre seul intérêt et notre premier préoccupation c'est le peuple, son bonheur, son pouvoir dans la maitrise de son destin. En programme politique, économique et sociale à la conception duquel toutes les forces vives de la nation seront associées et sera mis sur pied incessamment.

La définition de notre idéologie qui déterminera notre orientation sera affaire de fils authentique du peuple.

En matière de politique étrangère, ne nous conformerons aux principes directeurs qui ont toujours guidé la diplomatie de notre pays, notamment le bon voisinage, la non-ingérence dans les affaires intérieures des autres Etas, le neutralisme positif et la coopération internationale. Nous serons toujours au côté

des peuples qui luttent pour leur liberté et leur dignité. Nous respecterons intégralement les engagements internationaux du Burundi dans le respect scrupuleux de la charte de l'OUA et de la charte de l'ONU. La sécurité des étrangers dans leur personne et dans leurs biens sera garantie.

Nous leur demandons cependant de n'est pas se mêler de la politique tant intérieure qu'extérieure et de respecter les options de notre régime. La liberté du culte est également garantie.

A cette fin, les responsables des forces armées ont décidé ce qui suit :

Premièrement, la suspension de la constitution.

Deuxièmement, la mise sur pied d'un conseil suprême révolutionnaire, institution suprême de l'Etat chargé de :

Redéfinir toute la politique Nationale, remettre de l'ordre dans les organes de l'Etat en les restructurant et à les débarrassant des éléments moralement incapables d'assurer la bonne marche des affaires publiques.

Mettre sur pied les organes du parti UPRONA dans un délai qu'il se sera imposé.

Troisièmement, la mise sur pied d'un comité exécutif chargé de faire exécuté les instructions du conseil suprême révolutionnaire.

Fait à Bujumbura le 02 Novembre 1976

**Discours du président Bagaza lors du 4$^{eme}$ sommet de la C.E.P.G.L**

« Au moment où nous acheminons vers la clôture du 4$^{ème}$ sommet des chefs d'Etats de la C.E.P.G.L, il m'est particulièrement agréable d'adresser mes sincères remerciement à mes frères et collègues, le citoyen fondateur du mouvement populaire de la révolution et président de la République du Zaïre , le Maréchal MOBUTU SESE SEKO KUKU NGBENDU WA ZABANDGA, et le président fondateur du mouvement Révolutionnairenationale pour le développement et président de la République le Général Major Juvénal Habyarimana, pour la confiance qu'ils viennent de témoigner à mon égard, en me mandatant à la noble tâche de conduire notre communauté durant l'exercice 1983.

C'est une tâche lourde il est vrai, mais grâce à la concertation permanente entre nos gouvernements respectifs d'une part, et à l'assistance du secrétariat exécutif permanant d'autre part, nous espérons assurer de façon satisfaisant le relai de l'exercice précédent pour la consolidation et le progrès de la communauté.

Par cet même occasion, qu'il me soit permis, au nom du peuple Burundais, de son Parti UPRONA(Unité pour le Progrès National) et en mon nom personnel, de félicité le citoyen président- fondateur du mouvement populaire de la Révolution et président de la République du Zaïre , le Maréchal MOBUTU SESE SEKO KUKU NGBENDU WA ZABANDGA, pour la sagesse, pour la compétence et diligence avec lesquelles il vient de conduire notre communauté au cours de l'exercice qui s'achève.

Nous n'oublierons pas non plus au nom de toutes les délégations, de vous adresser, citoyen président, ainsi qu'à tout le peuple Zaïrois, notre profonde reconnaissance pour l'accueil chaleureux et fraternel qui nous a été réservé, et le séjour combien agréable que nous venons de passer dans cette magnifique cité de Gbadolite pleine d'avenir comme reste note communauté.

Une fois de plus, la qualité de cette accueille est une expression fidèle de la ferme conviction d'appartenir à une même famille, de partager le même destin et partant, la même lutte pour le développement au sein de notre cher communauté. Nous pouvons certes nous réjouir du chemin parcouru dans notre coopération. Néanmoins, bien des domaines restent encore à préciser ou à consolider.

C'est pourquoi, en vue de réaliser les objectifs à la C.E.P.G.L et compte tenu de la diversité des secteurs retenus par la convention et du caractère progressif de leur réalisation, nous pensons que cette nouvelle occasion d'évaluer les réalisations de notre communauté nous aura permis d'arriver plus vite à une coopération mieux intégrée, plus harmonieuse plus efficace. Pour arriver à cela nous venons d'arrêter le programme d'activité prioritaire sur lequel nous concentrerons nos efforts.

A cet égard, on remarquera que la première priorité a été accordée à la coopération économique, sans pour autant oublier de promouvoir et de développer les autres secteurs susceptibles d'en faciliter la concrétisation. C'est ainsi que pour assurer un fondement solide à notre action, il est impérieux de réviser certaines dispositions de la convention portant création de la C.E.P.G.L, afin de réunir les conditions optima d'efficacités, de rationalité et de rentabilité.

Nous croyons qu'une telle mesure permettra aux Etats membres, de mieux assurer le progrès de la communauté dans la confiance mutuelle, garantie par une définition claire des mécanismes de fonctionnement des institutions de la C.E.P.G.L. De même, l'étude demandée au secrétariat exécutif permanant en vue de mettre sur pied un mécanisme ou un cadre de coordination avec les organismes spécialisés de la C.E.P.G.L, sera poursuivie et finalisée.

Cependant, bien que nous ayons attaché une attention particulière à la coopération économique, nous ne pouvons pas négliger les autres domaines non moins importants qui en constituent le support. C'est pourquoi le secrétariat exécutif permanant devra mener des études en vue d'harmoniser les législations des Etats membres, notamment en matière civile et commerciale.

Dans le cadre social, nous constatons que nos trois pays sont quotidiennement confrontés aux problèmes de l'emploi et de sécurité sociale. Nous poursuivrons les travaux déjà entamé en ce domaine, afin de satisfaire, autant que possible, les besoins fondamentaux de nos populations. Au cours de notre mandat, nous encourageons les rencontres de concertation des autorités sanitaires de façon à parvenir, pourquoi pas à la formulation d'une stratégie commune de la santé pour tous en l'an 2000.

C'est ainsi que nos pays seront appelés à conjuguer leurs efforts en vue d'améliorer la santé et l'hygiène des masses laborieuseset d'endiguer les maladies endémo-épidémique. D'ores et déjà, nos trois pays doivent exploiter les ressources disponibles sur place dans le domaine des soins médicaux, c'est

pourquoi nous nous efforcerons de développer la recherche commune sur les plantes médicinales et la médecine traditionnelle.

En matière de coopération culturelle et éducative, nous continuerons de renforcer la coopération interuniversitaire, qui se trouve heureusement déjà avancée, en même temps que nous multiplierons les échanges culturels et artistiques. Concernant le secteur de l'information, le secrétariat exécutif permanant veillera à ce soient appliquées les recommandations de la 9ème session ordinaire du conseil des ministres et commissairesd'Etat.

Comme nous venons de le souligner, le renforcement de nos lieux politiques et culturels servira mieux à l'intégration économique poursuivie dans l'esprit de la déclaration commune de Lagos. C'est le meilleur moyen de lever des défis divers auxquels se heurte le plein épanouissement économique de notre communauté pour préparer par étapes successives la future communauté économique de l'Afrique.

Par ce biais et en conjuguant nos efforts, nous viendrons mieux a bout des difficultés liées au faible niveau de développement et aggravées par l'actuelle crise économique internationale. Pour les pays envoie de développement en effet et pour l'Afrique, en particulier notre sous-région, plus nous conjuguerons nos efforts, nos moyens et nos ressources naturelles, plus nous amortirons et surmonterons les dures épreuves que les conditions inéquitables du système économique et commercial nous imposent.

Un important travail préparatoire a été réalisé afin de permettre à notre communauté de passer à la libération des échanges et ainsi réaliser notre complémentarité et la pleine exploitation de nos capacités de production.

Ce travail préparatoire nous permet déjà de disposer, dans un avenir proche, d'instruments juridiques requis pour dépasser et surmonter les obstacles douaniers, monétaires et autres qui limitent, jusqu'à présent, la promotion et le développement des courants naturels des échanges intra-communautaires.

L'exercice qui débute donnera lieu à l'utilisation souhaitée des instruments juridiques et rendra plus effectif l'ensemble décisions prises en la matière. Depuis les premiers jours de notre communauté,une grande préoccupation à nos voies de communication.

En effet, seules ces dernières rendent possibles une meilleure circulation des biens et services au sein de notre communauté ainsi que le désenclavement

interne et externe de notre sous -région. Ainsi s'avère-t-il nécessaire de poursuivre l'étude globale sur le désenclavement et le renforcement de notre coopération dans les domaines des postes et télécommunications.

En matière énergétique, domaine où nous avons amorcé bien d'action commune avant même la création de notre communauté, force et de constater qu'une importante étape est déjà franchie. En effet, exécution du projet commun le plus important va bientôt démarrer. Il s'agit du projet RUSIZI II.

En même temps que la mise en œuvre de ce projet, d'autres actions dans ce domaine seront progressivement renforcées et étendues aux diverses autres formes d'énergie. Dans le domaine du commerce, des finances et du tourisme, diverses études seront réalisées soit en vue de concrétiser les accords déjà conclus comme la multilatéralisation de la compensation des soldes dans le cadre de l'arrangement monétaire soit pour amorcer les objectifs antérieurement fixés tels l'étude complémentaire d'exploitation des circuits touristiques intégré de la C.E.P.G.L , la poursuite des études sur la libre circulation des personnes, des biens et des capitaux, d'autres actions dans ce même cadre seront entreprises.

Conscients du fait que l'essor de notre organisation ne sera effectif que s'il est généré par un plan de développement bien conçus et couvrant l'ensemble des activités qu'implique l'intégration économique de la communauté, nos Etats ont retenus à leur programme l'élaboration du plan de développement économique des pays des Grands Lacs.

La tâche exaltante de cette élaboration débute avec le présent exercice. Elle sera mené à bonne fin, nous en somme sûr, étant donné la priorité et l'appui dont elle bénéficie. Avec l'élaboration de ce plan les actions en cours relevant des domaines industriels, agricoles et des ressources naturelles dont le caractère intégrateur évident est déjà reconnu seront poursuivies.

Nous pouvons citer notamment l'étude de factibilité du projet « matériel agricoles », l'étude du laboratoire pharmaceutique régionale,l'étude du projet des emballages métalliques,l'étude du factibilité de l'industrie du bois,l'étude du développement des matériaux de construction et du bâtiment et du dans les pays de la C.E.P.G.L.

Enfin des études générales ou spécifiques débouchant sur une meilleure connaissance du potentiel économique de notre communauté ainsi que sur une

meilleure orientation de son avenir seront poursuivies. D'autres seront initiées.il sera néanmoins nécessaire que ce cadre, ces perspectives et cette longue et progressive démarche de communautarisation des projets de développement soient garantis par un code de conduite des entreprises communes et communautaires qui constituera un garde-fou nécessaire contre les tendances naturelles aux particularismes et aux égoïsmes nationaux et des pays amis qui interviennent par des actions multiformes dans son développement.

C' est pourquoi, au cours de l'exercice 1983, nous devrons multiplier les liens de coopérations avec la Banque Mondiale et intéresser davantage le Centre de Développement Industriel (C.D.I) à l'étude des projets de la communauté.

Etant donné le caractère spécialisé de l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI), la C.E.P.G.L essayera de l'intéresser dans le domaine de sa compétence. Le secrétariat exécutif permanent devra aussi rester en contact avec le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), le Fonds Européen de Développement (F.E.D), qui ont déjà accordé l'assistance et le financement de certains de nos projets, sans oublier d'amorcer les liens avec les organismes. Notre communauté a besoin du soutien et de l'expérience des organisations similaires qui sont plus avancées.

Mais son développement dépendra surtout de la détermination, du travail, du courage de nos trois peuples et aussi de l'attention que voudra bien accorder chacun de trois Etats membres à la volonté de coopérer pour progresser.

Vive la coopération internationale, vive la C.E.P.G.L.

**Discours du président Bagaza lors du XII$^{ème}$ sommet des chefs d'Etat de France et d'Afrique (11-13 décembre)**

« Il y a exactement une année, jour pour jour, Nous nous rencontrons à Bujumbura, capitale de Mon pays pour Nous entretenir au sujet des meilleurs voies et moyens de renforcer l'amitié et la solidarité entre les divers pays participant à ce haut forum devenu si ouvert, si sympathique.

Avec la tenue de cette douzième Conférence des Chefs d'Etat de France et d'Afrique, il Nous est ainsi donné encore une fois, une excellente occasion de Nous rencontrer tous, ce qui est déjà en soi une bonne chose, mais surtout un cadre idéal pour un large échange de vues sur le différentes questions d'intérêt commun. Ceci nous permet de prolonger Nos réflexions et Nos actions antérieures conçues ou réalisées ailleurs et d'en initier peut-être d'autres que Nous poursuivrons et défendrons en d'autres lieux.

Au nom de Mes distingués collègues, Eminents Chefs d'Etat et de délégations, permettez –Moi d'exprimer toute Notre gratitude au Président François Mitterrand et à travers lui, le gouvernement et le peuple français pour l'accueil chaleureux et l'attention dont Nous sommes l'objet depuis Notre arrivée sur la terre si hospitalière de France.

Votre beau et grand pays organise aujourd'hui pour la septième fois une telle conférence, Monsieur le Président, et c'est là une contribution très importante pour le rapprochement entre nos pays et Nos peuples que je ne puis manquer de relever.

Notre rencontre se tient à une période angoissée : angoissée dans la mesure où presque tous les problèmes soulevés lors de notre dernière conférence n'ont, jusqu'à présent, trouvé que des solutions partielles ou n'en ont pas encore eu du tout.

Vous ne m'en voudrez donc pas de revenir sur des questions qui furent au centre de notre réunion de Bujumbura, car elles restent d'actualité et d'autres sont venues s'y ajouter. Ceci pour dire que les résultats de nos efforts sont encore peu perceptibles et que le chemin, à parcourir reste long. Je ne vous dresse pas délibérément un tableau sombre, mais les faits sont là pour nous le rappeler constamment. Et le Président Mitterrand vient d'en brosser un tableau exhaustif saisissant et dans une vue particulièrement juste et généreuse qui l'honore.

Ces problèmes de grave et constante préoccupation pour nous tous touchent à la situation matérielle de nos populations, à la liberté de certains peuples et nations, à la menace de l'armement nucléaire et chimique.

La crise économique mondiale en général et les problèmes économiques africains en particulier deviennent de plus en plus alarmants. En Afrique au sud du Sahara, on estime que, suivant le rapport du FIDA( Fonds International du Développement Agricole) , 87 pour cent de la population rurale, soit 260 millions de personnes sous-alimentées et que de ce pourcentage, 41 pour cent souffrent de dénutrition. La production des denrées alimentaires par tête d'habitant a baissé d'environ 20 pour cent au cours des deux dernières décennies. Alors que la population s'accroît de 3 pour cent par an, la production des denrées alimentaires n'augmente que de 1,2 pour cent. Aujourd'hui, les importations de céréales absorbent à peu près 20 pour cent de l'ensemble des rentrées des devises de l'Afrique subsaharienne. Les grands équilibres macro-économiques se sont rompus terriblement au cours de cette décennie 1980. Le revenu par tête d'habitant a diminué de 2 à 3 pour cent par an, la balance des opérations courantes se déséquilibre et le service de la dette absorbe déjà à peu près un quart des recettes des exportations.

La présente crise se caractérise crise se caractérise, non seulement par des pénuries généralisées des denrées alimentaires dans les pays les touchés, mais aussi par l'impossibilité pour les populations rurales dans les zones arides et semi arides de survivre à des années successives de sécheresse qui ont déclenché une catastrophe aussi bien au niveau de l'environnement qu'au niveau social pour des centaines de milliers de personnes qui vivaient déjà dans conditions économiquement précaires.

L'accroissement progressif du volume de la dette de l'Afrique, qui atteint actuellement 170 milliards de dollars, et l'alourdissement du service de la dette, constituent une autre charge accablante, d'autant que les Etats africains sont obligés de puiser dans les maigres ressources en devises dont ils disposent. Cet endettement contribue à maintenir des taux de croissance à un niveau si bas qu'elle exclue toute perspective de développement.

Sans trop verser dans le pessimisme, si des mesures adéquates ne sont pas prises d'urgence, la tendance à la dégradation de la situation sociale d'Afrique va s'accentuer de plus en plus.

Aucune voie satisfaisante n'apparaît encore à la dette extérieure de l'Afrique, les échanges commerciaux et les prix des produits de base ne sont guère à son avantage, le dialogue Nord-Sud reste en veilleuse, les promesses tous azimuts d'assistante bilatérale et multilatérale couvrant des secours d'urgence sont peu sensibles, le redressement économique et le développement à long terme sont souvent des vœux concrétisés.

Je ne voudrais pas m'appesantir sur les multiples problèmes de l'Afrique qui ne sont plus un secret pour personne. Il ya cependant une légère éclaircie dans cette atmosphère sombre : la prise de conscience qui s'observe ces derniers temps aussi bien chez les Africains que chez les autres membres de la communauté internationale, qui est réconfortant.

Tous les forums internationaux qui ont tenu leurs assises au cours de l'année qui touche bientôt à sa fin, je citerais quelques-uns, le sommet économique de Bonn des principaux pays industrialisés, le 21ème Sommet d'organisation de l'Unité africaine, la 7ème conférence ministérielle des Pays non-alignés, la 40ème Assemblée générale des Nations Unies, ont tous souligné la nécessité urgente de se pencher sérieusement sur les problèmes économiques de l'Afrique devenus trop inquiétants.

A toutes ces occasions, plus d'un dirigeant politique et plus d'un spécialiste de l'économie ont pu démontrer que la crise mondiale actuelle et ses multiples répercussions sur le niveau de vie des populations africaines font obstacle aux efforts entrepris par nos pays en vue de leur développement et compromettent sérieusement leurs possibilités de développement futur. Les peuples africain sont convaincus que le développement est d'abord de leurs responsabilités et ils sont résolus à tout mettre en œuvre pour relever le défi ,c'est pourquoi , les chefs d'Etat et de Gouvernement ,réunis lors de la 21éme session ordinaire de l'organisation de l'unité Africaine ,ont réaffirmé et ont déjà pris et continuent de prendre de courageuses mesures d'ajustement et de redressement. Tout en accordant une attention particulière aux domaines prioritaires telles que la mise en œuvre accélérée du plan d'action de Lagos, l'amélioration de la situation alimentaire, la réhabilitation de l'agriculture- en augmentation tant progressivement pour ce secteur la part prévue dans l'ensemble des investissements publics jusqu'à concurrence de 20à25 pour cent d'ici 1989 –les chefs d'Etat et de gouvernement réunis à Addis-Abeba ont réaffirmé la nécessité d'un développement intégré. Pour ce faire, ils ont lancé un vibrant appel à la communauté internationale, notamment au groupe de la

Banque Mondial et aux institutions spécialisées du système des Nations-Unies, ainsi qu'aux pays donateurs pour un soutien substantiel en vue de l'attaquer aux racines du mal qui ronge l'Afrique.

De fait, tout en reconnaissant que l'effort conjugué des Etats africains est l'arme la plus efficace dans la résolution de la crise économique actuellement et un renforcement de la solidarité internationale.

Car toutes les projections, les perspectives organiquement liées de relèvement de croissance et de développement demeurent aléatoires, moins que les efforts que déploient les pays africains ne reçoivent le plein appui de la communauté internationale.

Il serait injuste de croire que la communauté internationale fait sourde oreille à l'appel lui lancé. Nous saluons à fait preuve au cours des derniers mois en fournissant une aide alimentaire aux pays les plus affectés par la sécheresse et d'autres perturbations climatiques.

A elle seule, la Communauté Economique Européenne fourni une aide alimentaire de 1,25 millions de tonnes de céréales ou l'équivalent. Le Dix viennent également d'accepter la mise en œuvre d'un programme de 100 millions d'ECU pour aider à restaurer en 1986 l'agriculture des huit pays les plus frappés. Un fonds spécial d'aide à l'Afrique subsaharienne, qui a pour objectif d'appuyer et de Soutenir les programmes de réformes entrepris par les gouvernements africains a mobilisé plus de 1,1 milliard de dollars. Nous rendons un hommage spécial au Président François Mitterrand qui a soutenu la création de ce fonds et apprécions les autres différentes actions d'ordre interne ou internationale ,tel initiative d'une conférence sur la paix et le développement qu'il a prises en faveur du développement .De même que nous dévons tout soutenir ,ici et auprès d'autres pays amis ,la tenue ,la préparation et le succès de la session spéciale des Nations Unies sur la situation économique en Afrique ainsi que la concertation infranationale appropriée sur la dette extérieure de ce continent.

Notre vif souhait est que la lutte menée pour sauver de vies humaines et atténuer les effets néfastes de la famine ne constitue pas l'unique objectifs néfastes de risque de faire de la crise un phénomène permanent .On voit en effet que la crise de la production alimentaire en Afrique pose un problème de dimension éminemment politique ,dans la mesure où la dépendance à l'aide alimentaire extérieure constitue à terme ,une menace directe à l'indépendance des Etats.

Les efforts doivent donc viser également et surtout à satisfaire les stratégies de développement à moyen et à long terme, tant dans le domaine de la production agricole que dans l'accroissance économique générale..

A ce titre, comment passer sous le silence la nécessite des programmes aménagés et des conditions assouplies dans les différentes négociations et d'ajustement économique, monétaire et financiers y compris la dette extérieur aux quels sont astreints les différents pays du tiers monde et de l'Afrique.

Je veux spécialement souligner que nous sommes tous d'accord ici, s'agissant de ces mesures concertées avec certain bailleurs de fond et institution financière internationale, de la nécessité de politiques fermes, courageuse et même empreinte de sacrifice pour nos population, nos fonctionnaires, nos ouvriers, nos paysans,...

Les problèmes politiques internationaux ne sont pas moins préoccupants, car ils constituent, la plupart du temps, une menace à la paix et à la sécurité de certains ou de tous, et ne sont guère de caractère à favoriser l'épanouissement et le développement des nations.

Nous déplorons le fait que malgré les mécanismes et les instruments juridique connus pour le règlement pacifique de conflits, bien des régions du monde reste la proie des tensions et des guères qu'en dépit des principes universellement admit sur le droit à l'autodétermination des peuples et à l'égalité des hommes, des nations soient encore soumises à la domination étrangère et à la discrimination raciale.

Sur le plan général le moyen –orient le théâtre de la violence et des agressions. Le peuple palestinien continu de vivre en refugie sur son propre territoire. La crise qui règne sur le Liban depuis des années, la guerre sans merci que se livrent les frères ennemis iraniens et irakiens imposent des souffrances indescriptibles aux populations des deux pays, une instabilité et un épuisement déplorable de ressource.

En Afrique la situation la plus explosive et la plus intolérable se trouvent dans la région australe du continent où les populations Africaines éprouvent les plus terrifiantes et plus dégradantes souffrances physiques et morales.

L'Afrique du sud, qui depuis longtemps brave les appels de l'assemblée général des nations unies, du conseil de sécurité, de l'organisation de l'unité

national et mouvement de non- aligné, continuent d'agresser impunément les pays de la région australes et la stabilise économiquement et politiquement.

Il faut appuyer totalement les propositions et initiatives de ceux, gouvernemental, privé ou particulière, qui aident ceux qui combattent pour leurs liberté en Afrique du sud. Il faut mobiliser un large soutien matériel, moral et financier des Etats membres de l'OUA et de la communauté internationale en général, aux pays de ligne de front et au mouvement de résistance. Il faut exiger que les Etats qui continuent de traiter avec l'Afrique du sud soutiennent sans réserve les sanctions économiques obligatoires contre le régime de Pretoria.

La communauté internationale devrait peser de tout son poids sur le régime de Pretoria et le contraindre à opérer des changements. Nous saluons déjà les pays qui ont annoncé des mesures de restriction économique à l'encontre de l'Afrique du sud, et la France en particulier.

En fait, la question n'est plus de savoir si le régime d'apartheid pourra être supprimé. Il est déjà sérieusement ébranlé par l'action combinée de la résistance du vaillant peuple sud-Africain et de la pression de la majorité de la communauté internationale. La question est de savoir quand et comment. À ce titre, il faut agir pour que le système odieux de l'apartheid prenne fin le plus tôt afin d'abréger les épreuves de ceux qui souffrent, et aussi avant le déchaînement de plus profonde violences qui entrainèrent une déchirure inconciliable entre les différents gouvernements de ce pays. Les hommes et les gouvernements justes et lucides des pays qui soutiennent l'Afrique du sud devraient songer à cette dernière et triste alternative.

Quant à la Namibie, les négociations sur l'indépendance de ce pays sont toujours dans l'impasse, l'Afrique s'obstinant dans son refus d'accorder l'indépendance à ce territoire occupée illégalement.

Pretoria continu de faire dépendre l'application du plan d'indépendance de la Namibie d'un accord sur le retrait des forces cubaines d'Angola, préalable inacceptable par la communauté internationale.

Nous ne le répéteront jamais assez, nous soutenons la lutte héroïque et juste que mène le peuple namibien sous la conduite de la SWAPO et réitérons notre appel à toutes les nations du monde pour qu'elles contribuent à la mise en application rapide du plan des Nation Unies pour le règlement de la question namibienne.

A propos de la situation au Sahara occidental, la commission de décolonisation de l'assemblée général des Nation Unies vient de confirmer son appui à une solution au conflit sur base de négociation entre les parties directement intéressé en vue d'en cessez- le –feu et d'un referendum d'autodétermination du peuple sahraoui. Le texte adopté par la commission ressemble – et dans l'esprit et dans la lettre – au plan de paix africain, formulé dans la résolution 104 du 19ème sommet de l'Organisation e l'Unité Africaine à Addis-Abeba. Tous les efforts doivent être poursuivis par tous ceux qui le peuvent en vue de parvenir à un accord pour l'exercice du droit d'autodétermination du peuple sahraoui.

En ce qui concerne le Tchad nous lançons encore une fois un appel aux frères tchadiens pour qu'ils rejoignent le président Hissène Habré autour d'une table et cherche la paix pour le bien être de leur peuples. Nous tenons la confiance qui lui a été renouvelé par le 21ème sommet de l'OUA en vue de continuer a aidé nos frères tchadiens. Nous apprécions les tentatives constructives faites ici et là, pour réconcilier les tchadiens, réunifier la nation et reconstruire le pays.

Il est difficile de passer sous silence le faite que la situation général de conflit et de tension dans le monde se complique par le rythme accéléré et extrêmement dispendieux de la course aux armements, spécialement les armements les plus dangereux pour l'avenir de l'humanité que constitue l'arsenal nucléaire. Il s'agit d'une situation particulièrement paradoxal que l'immense majorité de l'opinion de tout les peuples du monde à difficile de comprendre : la poursuite de l'accumulation des armes les destructive dont on espère dans la meilleure des hypothèses, qu'elles ne serviront jamais ou dont on sait que si elles servent, toute l'humanité en périra.

Il n'y a aucun doute que nous sommes unanimes ici, pour que tout le monde et partout, l'opinion internationale persévère dans ces efforts de pression afin que les puissances détentrices d'armes nucléaire et chimiques parviennent, au plus tôt, au gel, a la réduction et finalement a la réduction de ces engins.

sans doute, cette année comme la précédente, les temps sont difficiles pour tous,et les défis graves et nombreux, même pour eux de nos partenaires et amis ici présents dont les pays appartient a l'hémisphère Nord. Mais si le pays de cette région, dote de plus de moyens, affirmaient et pratiquaient fermement la solidarité et l'interdépendance qui les unissent aux pays de l'hémisphère sud que nous sommes ; si déjà ici, nous sommes déterminés a parler d'une seule voie pour amorcer des solutions réalistes a stimuler le développement et la

croissance, endiguer les méfaits de la dette, soulager la balance de paiements, pallier au système monétaire désordonné, alors on peut espérer.

Et n'est-ce pas l'espoir, avec en plus l'amitié et la confiance que nous entretenons, qui nous pousse à nous rencontrer dans ce cadre, chaque année ».